

N° 10726

CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Projet de loi portant approbation de
la Convention conclue à Bruxelles le 18
mai 1929 et établie entre le Grand-Duché
de Luxembourg et la Belgique une communauté
de recettes en ce qui concerne les droits d'accise
perçus sur les alcools.

1929/31.

46
MM. Steichen,

Houreluis, Vn H2

Braun, B.

Kauppman, B.

Sax. H2

Staatsarchiv Luxemburg

Abt. 5.

Nr. 2724.

GO

P

e

Prin

M. H.

He

As

Kan

San

(Le fin

distri

trous b

tres c

Coupe

13. XI

Le Dire

Monsieu

GOUVERNEMENT

Luxembourg, le 8 novembre 1929.

Finances

N° 5474

ANNEXE



Prère de b. v. faire circuler:
M. Heichen,
Hanielius,
Braun,
Kauffman,
Lax.

Monsieur le Président,

(Le projet a été distribué à tous les membres du Conseil le 13. XI. 1929)
Nous avons l'honneur de vous adresser sous ce pli, avec prière de bien vouloir le soumettre aux délibérations du Conseil d'Etat, un avant-projet de loi ayant pour but d'approuver la Convention conclue à Bruxelles, le 18 mai 1929, et établissant entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools ainsi que le protocole de clôture y signé le même jour et faisant partie intégrante de la Convention même.

Le projet de loi joint tend en outre à compléter respt. à modifier certaines dispositions de la loi du 27 juillet 1925 pour les adapter aux stipulations de la Convention précitée. Le projet de loi est précédé d'un exposé des motifs circonstancié et accompagné du texte de la Convention et du protocole de clôture.

Nous vous serions obligés, Monsieur le Président, de bien vouloir faire hâter l'examen du projet de loi ci-annexé afin que l'avis de votre haute Compagnie soit soumis au Gouvernement dans un délai aussi rapproché que possible.

Le Directeur général des Finances, Le Ministre d'Etat, Président du
Gouvernement,
Difecteur général des Affaires Etrangères
et de l'Agriculture,

Monsieur le Président du Conseil d'Etat,

E/V.

Exposé des motifs.

32

A la date du 18 mai 1929 le Gouvernement belge et le Gouvernement luxembourgeois ont conclu à Bruxelles un accord, destiné à mettre un terme aux difficultés que la question des alcools a fait naître au sein de l'union économique belgo-luxembourgeoise. La convention d'union économique entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, signée à Bruxelles le 25 juillet 1921, a exclu des recettes communes de l'union, les accises sur les alcools et eaux-de-vie. Il résulte des procès-verbaux des pourparlers, qui ont précédé la conclusion de la convention, que c'est par égard pour notre distillerie agricole que nos négociateurs ont fait consacrer ce régime, qui nous assure une plus grande liberté d'action. La Belgique par contre a stipulé que "le Gouvernement grand-ducal conformera pour autant que possible la législation luxembourgeoise en matière d'accises non communes à celle de la Belgique et établira en tout cas un droit d'accise au moins égal au droit d'accise sur les produits qui sont grevés en Belgique d'un droit d'accise à la date de la ratification de la convention".

En exécution de cette disposition un arrêté grand-ducal du 26 avril 1922 opéra la péréquation du droit d'accise dans notre pays avec celui prélevé en Belgique. L'égalité des taux des accises fut maintenue dans la suite par la loi du 25 mars 1924 et celle du 27 juillet 1925.

Pendant les premières années d'application, le nouveau régime ne souleva aucune difficulté entre les deux partenaires économiques. A cette époque, les exportations d'alcool luxembourgeois en Belgique n'étaient pas assez appréciables pour concurrencer sérieusement sur le marché belge les produits de la distillerie belge. A la faveur de l'art. 268 du traité de Versailles, qui assurait à la distillerie luxembourgeoise un contingent d'exportation libre de tous droits de douane vers l'Allemagne, l'excédent

A la date du 18 mai 1929 le Gouvernement belge et le Gouvernement luxembourgeois ont conclu à Bruxelles un accord, destiné à mettre un terme aux difficultés que la question des alcools a fait naître au sein de l'union économique belge-luxembourgeoise. La convention d'union économique entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, signée à Bruxelles le 25 juillet 1921, a exclu des recettes communes de l'union les alcools sur les alcools et ceux de vin. Il résulte des procès-verbaux des pourparlers, qui ont précédé la conclusion de la convention, que c'est par égard pour notre distillerie agricole que nos négociateurs ont fait consacrer ce régime, qui nous assure une plus grande liberté d'action. La Belgique par contre a stipulé que "le Gouvernement grand-ducal continuera pour autant que possible la législation luxembourgeoise en matière d'alcools non communs à celle de la Belgique et établie en tout cas un droit d'alcool au moins égal au droit d'alcool sur les produits qui sont grevés en Belgique d'un droit d'alcool à la date de la ratification de la convention". En exécution de cette disposition un arrêté grand-ducal du 26 avril 1922 opéra la perception du droit d'alcool dans notre pays avec celui prévu en Belgique. L'égalité des taux des alcools fut maintenue dans la suite par la loi du 25 mars 1924 et celle du 27 juillet 1925.

Pendant les premières années d'application, le nouveau régime ne souleva aucune difficulté entre les deux partenaires économiques. A cette époque, les exportations d'alcool luxembourgeois en Belgique n'étaient pas assez appréciables pour compromettre sérieusement sur le marché belge les produits de la distillerie belge. A la faveur de l'art. 258 du traité de Versailles, qui assurait à la distillerie luxembourgeoise un contingent d'exportation libre de tous droits de douane vers l'Allemagne, l'excédent

de notre production indigène fut en majeure partie exporté vers ce dernier pays.

La situation changea à partir du 10 janvier 1925. A cette date expira la période de 5 ans prévue pour la libre exportation par le traité de Versailles. Force fut alors à la distillerie indigène de chercher un autre débouché pour l'écoulement de son excédent de production. Elle trouva ce débouché chez notre partenaire économique.

Aussi l'exportation luxembourgeoise d'alcool en Belgique ne tarda-t-elle pas à monter rapidement ainsi que cela résulte du tableau ci-après:

Année.	Alcool luxembourgeois exporté en Belgique		
	pour		Total
	la consommation,	la dénaturation	
	Hl. à 50°-1	Hl. à 50°-1	Hl. à 50°-1
1924	4517,43	188,78	4706,21
1925	12602,-	2415,01	15017,01
1926	16496,17	6850,38	23346,55
1927	17184,01	1070,75	18254,76
1928	25707,15	881,43	26588,58

Dès 1925, la Belgique s'alarma de cette situation. Elle attribuait la progression rapide de nos importations, avec laquelle coïncida un certain arrêt, voire même une régression dans le développement de la distillerie belge, à notre régime fiscal plus favorable pour la production de l'alcool.

Nous avions ~~été~~ entrepris par la loi du 27 juillet 1925 d'adapter notre législation à la disposition de l'art. 6 du traité d'union économique, qui exige que le Gouvernement grand-ducal conformera pour autant que possible la législation luxembourgeoise en matière d'accise non communes à celle de la Belgique. ^{mais} Notre allié protesta dès 1925 contre cette législation

de notre production indigène fut en majeure partie exportée vers ce dernier pays. La situation changea à partir du 10 janvier 1925. A cette date expira le période de 5 ans prévu pour la libre exportation par le traité de Versailles. Force fut alors à la distillerie indigène de chercher un autre débouché pour l'écoulement de son excédent de production. Elle trouva ce débouché chez notre partenaire économique.

Ainsi l'exportation luxembourgeoise d'alcool en Belgique ne tarda-t-elle pas à monter rapidement ainsi que cela résulte du tableau ci-après :

Année	la consommation	la consommation	Total
	en litres	en litres	
1924	4.217,45	188,78	4.406,23
1925	12.802,--	241,01	13.043,01
1926	16.496,14	630,38	17.126,52
1927	17.184,01	1.070,75	18.254,76
1928	22.807,15	881,45	23.688,60

Dès 1925, la Belgique a alarmé de cette situation. Elle attribuait la progression rapide de nos importations, avec laquelle coïncidait un certain arrêt, voire même une régression dans le développement de la distillerie belge, à notre régime fiscal plus favorable pour la production de l'alcool.

Nous avons ~~entrepris~~ entrepris par la loi du 27 juillet 1925 d'adapter notre législation à la distillerie de l'autre. On traite d'union économique qui exige que le gouvernement prend quel avantage pour autant que possible la législation luxembourgeoise en matière d'accise non communes à celle de la Belgique, notre allié protesta dès 1925 contre cette législation.

autant que contre les tolérances de l'Administration luxembourgeoise vis-à-vis des distilleries agricoles. Il nous reprocha de violer l'art. 6 du traité d'union économique, de faire par ce moyen une concurrence déloyale à la distillerie belge, de créer à proprement parler et par des moyens contraires à la convention du 21 juillet 1921 un dumping vis-à-vis de sa distillerie, de causer non seulement du préjudice à sa distillerie, mais d'être ainsi l'auteur responsable de moins-values considérables, que le fisc belge subirait sur les droits d'accise. Sur la base de ses griefs, le Gouvernement belge exigea non seulement une modification profonde de notre législation et de notre pratique administrative, mais encore un nombre de millions de plus en plus considérable pour l'indemniser des pertes lui causées par notre prétendue violation des engagements pris.

Les principaux griefs belges contre notre législation et notre réglementation se résument comme suit:

1° Les distilleries agricoles luxembourgeoises, ne produisant annuellement pas plus de 50 Hl. d'alcool pur, sont imposées forfaitairement par l'Administration, non sur la base de la production réelle, mais sur la base de la production présumée.

- En Belgique au contraire l'imposition est toujours faite sur la base de la production réelle, constatée au moyen de vaisseaux-mesureurs, spécialement conditionnés et installés dans des locaux sous scellés. La Belgique soutenait donc que l'Administration luxembourgeoise userait d'une tolérance excessive dans la fixation forfaitaire de la production des dites distilleries agricoles. De cette façon elle laisserait échapper à l'imposition des quantités importantes d'alcool, ce qui reviendrait pratiquement à supprimer l'égalité des droits d'accise dans les deux pays, exigée par l'art. 6 du traité d'union économique.

2° Les distilleries agricoles produisant annuellement plus

21

autant que contre les tolérances de l'Administration luxembourgeoise vis-à-vis des distilleries agricoles. Il nous reproche de violer l'art. 6 du traité d'union économique, de faire par ce moyen une concurrence déloyale à la distillerie belge, de créer à proprement parler et par des moyens contraires à la convention du 21 juillet 1921 un dumping vis-à-vis de sa distillerie, de causer non seulement du préjudice à sa distillerie, mais d'être ainsi l'auteur responsable de moins-values considérables, que la lise belge aurait sur les droits d'accise. Sur la base de ces griefs, le Gouvernement belge exige non seulement une modification profonde de notre législation et de notre pratique administrative, mais encore un nombre de millions de plus en plus considérable pour l'indemniser des pertes lui causées par notre prétendue violation des engagements pris.

Les principaux griefs valables contre notre législation et notre réglementation sont résumés comme suit:

1° Les distilleries agricoles luxembourgeoises, ne produisant annuellement pas plus de 50 hl. d'alcool pur, sont imposées fortallement par l'Administration, non sur la base de la production réelle, mais sur la base de la production présumée.

- En Belgique au contraire l'imposition est toujours faite sur la base de la production réelle, constatée au moyen de versements mensuels, spécialement conditionnés et installés dans des locaux sous surveillance. La Belgique soutient donc que l'Administration luxembourgeoise avertit d'une tolérance excessive dans la fixation fortalment de la production des dites distilleries agricoles. De cette façon elle laisserait échapper à l'imposition des quantités importantes d'alcool, ce qui reviendrait pratiquement à supprimer l'égalité des droits d'accise dans les deux pays, exigée par l'art. 6 du traité d'union économique.

2° Les distilleries agricoles produisant annuellement plus

de 50 Hl. sont imposées pour leur production réelle dans le Grand-Duché comme en Belgique. Seulement, ~~l'Administration~~, objecta le Gouvernement belge, vous accordez à ces distilleries une réduction de 1,80 fr. par litre d'alcool à 100 degrés (art. 11 de la loi luxembourgeoise du 27.7.25) alors que les distilleries agricoles belges jouissent d'une réduction maxima de 20 centimes par litre d'alcool à 100°. Pratiquement cela aurait pour conséquence que la distillerie agricole luxembourgeoise ne paie que 25,20 fr. par litre d'alcool pur, au lieu de 27 frs. alors que son collègue belge paierait dans l'hypothèse la plus favorable 26,80 frs. Cette pratique du côté luxembourgeois aurait eu pour conséquence de pousser non seulement à l'augmentation démesurée du nombre des distilleries agricoles et à l'agrandissement des distilleries agricoles existantes, mais encore à déterminer les distilleries industrielles à renoncer à leur véritable caractère, pour acquérir réellement ou artificiellement le caractère de distillerie agricole.

3° L'Administration luxembourgeoise accorderait encore décharge supplémentaire de 2% resp. de 1% pour perte à la rectification en faveur des alcools destinés à être dénaturés ou exportés avec décharge totale des droits d'accise. En Belgique par contre cette décharge n'existerait pas.

4° L'Administration luxembourgeoise accorderait aux distillateurs des facilités de crédit beaucoup plus favorables que l'Administration belge. En Belgique l'Administration donne un crédit de 3 mois au maximum avec obligation, dans tous les cas, pour le distillateur de donner caution. Dans le Grand-Duché, les distillateurs agricoles ayant fourni ~~caution~~ caution, recevaient 12 mois de crédit. Sans caution ils obtenaient 6 mois de crédit. Les distillateurs industriels recevaient moyennant caution 6 mois, sans caution 3 mois de crédit. Ces facilités de crédit, arguait l'Administration belge, contribueraient

de 50 Ml. sont imposées pour leur production réelle dans le
Grand-Duché comme en Belgique. ~~Séparément~~
l'objet de l'arrangement belge, vous accordez à ces distilleries
une réduction de 1,50 fr. par litre d'alcool à 100 degrés
(art. 11 de la loi luxembourgeoise du 27.7.25) alors que les
distilleries agricoles belges jouissent d'une réduction maximale
de 20 centimes par litre d'alcool à 100°. Pratiquement cela
aurait pour conséquence que la distillerie agricole luxembour-
geoise ne paie que 25,50 fr. par litre d'alcool pur, au lieu
de 27 frs. alors que son collègue belge paierait dans l'hypothèse
la plus favorable 26,50 frs. Cette pratique du G.D. luxembourgeois
aurait en pour conséquence de pousser non seulement à l'aug-
mentation des mesures de nombre des distilleries agricoles et à
l'agrandissement des distilleries agricoles existantes, mais
encore à déterminer les distilleries industrielles à renoncer à
leur véritable caractère, pour acquiescer réellement ou artificiel-
lement le caractère de distillerie agricole.
3° L'Administration luxembourgeoise accorderait encore
dénaturation supplémentaire de 25 centimes le pour perte à la recti-
fication en faveur des alcools destinés à être dénaturés ou
exportés avec dénaturation totale des droits d'accise. En Belgique
par contre cette décharge n'existerait pas.
4° L'Administration luxembourgeoise accorderait aux distilla-
teurs des facilités de crédit beaucoup plus favorables que
l'Administration belge. En Belgique l'Administration donne
un crédit de 5 mois au maximum avec obligation, dans tous les
cas, pour le distillateur de donner caution. Dans le Grand-Duché,
les distillateurs agricoles ayant fourni cautionnement,
recevaient 12 mois de crédit. Sans caution ils obtenaient 6 mois
de crédit. Les distilleries industrielles recevaient moyennant
caution 6 mois, sans caution 3 mois de crédit. Ces facilités
de crédit, argues l'Administration belge, contribueraient

à faciliter encore davantage à notre distillerie de concurrencer victorieusement la distillerie belge sur le marché de l'union.

5° On nous reprochait du côté belge, que par suite soit de fraudes, soit d'une surveillance incomplète due au grand nombre d'installations à surveiller, soit d'appareils de contrôle plus ou moins inaptes, soit enfin de tolérances exagérées vis-à-vis de la distillerie forfaitaire, une quantité exagérée d'eaux-de-vie luxembourgeoises échappent à tout droit d'accise. Il n'est pas à nier sous ce rapport que pendant une certaine époque, notamment en 1925, la quantité d'alcools exportés en Belgique dépassait considérablement la quantité d'alcools imposés dans le Grand-Duché.

La Belgique présentait encore une série d'autres doléances d'importance plus ou moins grande, dont il serait trop long de faire ici l'énumération et l'analyse technique.

Inutile de présenter encore une fois dans cet exposé nos réponses à ces griefs et les arguments que se sont opposés les négociateurs de part et d'autre. qu'il suffise de retenir que dès 1925 le Gouvernement luxembourgeois a reconnu la nécessité, d'un côté de prendre des mesures pour faire disparaître des critiques, dont le bien-fondé fut partiellement reconnu, d'autre part de négocier pour terminer dans l'intérêt de notre distillerie luxembourgeoise un conflit qui aurait pu mal tourner. A un moment donné le Gouvernement belge, constatant comme il s'est exprimé à l'époque "l'hémorragie" fiscale de jour en jour croissante, que lui causait notre régime des accises, menaçait d'établir à une date préfixe un cordon douanier contre l'importation de nos alcools et d'exiger à l'entrée en Belgique de nos alcools le cautionnement de l'intégralité des droits d'accise (déjà payés une fois chez nous) entre les mains de l'Administration belge. C'est sous le coup de cette éventualité que le Gouvernement d'alors conclut déjà en février 1926

à faciliter encore davantage à notre distillerie de continuer
victorieusement la distillation belge sur le marché de l'union.
5° On nous reprochait du côté belge, que par suite soit
de l'absence, soit d'une surveillance incomplète des en grand
nombre d'installations à surveiller, soit d'appareils de contrôle
plus ou moins imparfaits, soit enfin de tolérances exagérées
vis-à-vis de la distillation forfaitaire, une quantité exagérée
d'eau-de-vie luxembourgeoise écoulait à tout droit d'accise.
Il n'est pas à nier sous ce rapport que pendant une certaine
époque, notamment en 1925, la quantité d'alcool exportée
en Belgique dépassait considérablement la quantité d'alcool
imposée dans le Grand-Duché.
La Belgique présentait encore une série d'autres doléances
d'importance plus ou moins grande, dont il serait trop long
de faire ici l'énumération et l'analyse technique.
Inutile de présenter encore une fois dans cet exposé nos
réponses à ces critiques et les arguments que se sont opposés les
négoceurs de part et d'autre. Qu'il suffise de constater que
dès 1925 le gouvernement luxembourgeois a reconnu la nécessité
d'un côté de prendre des mesures pour faire disparaître des
articles, dont le bien-fondé fut partiellement reconnu, d'autre
part de négocier pour terminer dans l'intérêt de notre distilla-
tion luxembourgeoise un conflit qui aurait pu mal tourner. A un
moment donné le gouvernement belge, constatant comme il s'est
expliqué à l'époque "l'émigration" fiscale de tout en tout
croissante, que lui causait notre régime des accises, menaçait
d'établir à une date précise un cordon douanier contre l'importa-
tion de nos alcools et d'augmenter à l'entrée en Belgique de
nos alcools la taxation de l'intégralité des droits
d'accise (déjà payés une fois chez nous) entre les mains de
l'Administration belge. C'est sous le coup de cette éventualité
que le gouvernement d'alors conclut déjà en février 1926

un accord provisoire avec la Belgique, impliquant de notre part des concessions importantes. La chute catastrophique du franc détourna en printemps 1926 quelque peu pour un certain temps l'attention des gouvernants de la question des alcools. Survint en suite le changement des gouvernements dans les deux pays. Lorsque le Gouvernement actuel fit après son entrée en fonctions l'inventaire des questions pendantes entre la Belgique et le Grand-Duché, il trouva la question des ^{alcools} au point où l'avait laissée l'accord provisoire intervenu en février 1926. Nous avions le choix entre un règlement amiable et un arbitrage. Le Gouvernement estimait que cette dernière solution, vu les ~~grands~~ aléas qu'elle impliquait pour notre distillerie et le pays, ne devrait être envisagée que si l'impossibilité d'un accord amiable à des conditions acceptables était péremptoirement établi. Après avoir discuté et repoussé la prétention de la Belgique, se réclamant de l'al. 2 art. 7 de la convention du 25 juillet 1921, de conclure une convention spéciale réglant la circulation des alcools et eaux-de-vie entre les deux pays, le Gouvernement luxembourgeois proposa et obtint que la question des alcools fût soumise avec les autres points litigieux entre les deux pays, à la commission paritaire belge-luxembourgeoise, instituée pour soumettre aux deux gouvernements des formules d'arrangement. La commission suggéra de stabiliser en ce qui concerne l'importation de nos alcools en Belgique la situation alors existante par voie d'arrangements entre les deux gouvernements. Les arrangements seraient basés sur un régime de contingentement ou un autre mode à convenir. Cette proposition intervint en 1927. Ensuite des pourparlers qui eurent lieu en 1928 et au début de 1929, l'idée d'un contingentement de l'exportation luxembourgeoise en Belgique fut abandonnée. On ne ~~put~~ put se mettre d'accord sur l'import du contingent d'exportation à fixer à la distillerie luxembourgeoise. Les négociateurs belges se

basaient sur la situation que la commission paritaire avait eu en vue en 1927. Or depuis lors l'exportation des alcools luxembourgeois en Belgique s'était encore développée davantage, et cela dans de fortes proportions, ainsi que cela appert déjà du tableau reproduit à l'ingrès de cet exposé.

Voici d'ailleurs un tableau montrant le développement depuis 1924 de la production d'alcool dans les deux pays. Il est suggestif, parce qu'il est comme le baromètre de l'acuité croissante de la question des alcools entre la Belgique et le Grand-Duché.

A. Belgique.

Année.	Nombre des distilleries.	Alcool produit, Hl.
1924.	42	262.331
1925.	41	208.662
1926.	37	206.406
1927.	37	216.499
1928.		216.070

B. Luxembourg.

1924.	1270	6423
1925.	1086	7667
1926.	1183	14590
1927.	1228	13709
1928.	1116	17152

Une fois l'idée d'un contingent d'exportation écartée, celle d'une caisse commune des recettes belges et luxembourgeoises avec une répartition spéciale à convenir, préconisée par les membres luxembourgeois de la commission paritaire, gagna du terrain. La commission spéciale, que le Gouvernement avait instituée par arrêté du 7 mai 1928, et au sein de laquelle siégeaient à côté des représentants de l'Administration ceux

basement sur la situation que la commission paritaire avait
 en en vue en 1927. Or depuis lors l'exportation des alcools
 luxembourgeois en Belgique a été encore développée, et cela dans de fortes proportions, ainsi que cela ressort déjà
 du tableau reproduit à l'annexe de cet exposé.

Voici d'ailleurs un tableau montrant le développement
 depuis 1924 de la production d'alcool dans les deux pays. Il
 est évident, parce qu'il est connu le contraire de l'unité
 croissante de la production des alcools entre la Belgique et
 le Grand-Duché.

A. Belgique.

Année.	Nombre des distilleries.	Alcool produit, hl.
1924.	42	202.351
1925.	41	208.552
1926.	37	202.406
1927.	37	216.499
1928.		216.070

B. Luxembourg.

1924.	1270	6423
1925.	1086	7667
1926.	1183	14530
1927.	1228	13709
1928.	1116	14152

Une fois l'idée d'un contingent d'exportation écartée,
 celle d'une caisse commune des recettes belges et luxembour-
 geoises avec une répartition spéciale à convenir, présentée
 par les membres luxembourgeois de la commission paritaire,
 l'avis du terrain. La commission spéciale, que le Gouvernement
 avait instituée par arrêté du 7 mai 1928, et au sein de laquelle
 siègent à côté des représentants de l'Administration ceux

de la Chambre d'agriculture et de la petite et grande distillerie, avait à son tour déclaré, dans son ~~rapport~~ ~~du 10 août~~ ~~1925~~ que la solution la plus radicale et la plus idéale à la fois serait de faire caisse commune du chef des recettes provenant des eaux-de-vie et de les distribuer suivant la clef résultant de la situation actuelle des deux partenaires.

Cette solution aurait l'avantage de sauvegarder les deux intérêts en cause du côté luxembourgeois, l'intérêt économique et l'intérêt fiscal.

L'intérêt économique, c'est-à-dire celui de la distillerie agricole luxembourgeoise, exige le maintien de certaines facilités et tolérances, que la législation et la réglementation luxembourgeoises lui accordent. Or du moment qu'il y a caisse commune avec clef de répartition fixe, le Gouvernement belge n'aurait plus tant d'intérêt à réclamer contre cet état de choses. Notre intérêt fiscal exige la continuation de recettes dont l'importance est au cours des dernières années devenue telle que nous ne pourrions que difficilement y renoncer. Cet intérêt fiscal était menacé de différentes manières. Si le Gouvernement belge avait pris la mesure ~~commencée~~ en 1925 et commencement 1926, non seulement notre distillerie en aurait senti le contre-coup, mais encore notre budget. Si la question des alcools et notamment la demande de paiement de nombreux millions pour inobservation de l'art. 6 du traité avait été soumis à un arbitrage, les deux intérêts en cause auraient également couru un risque. L'importance des intérêts en cause et par voie de conséquence l'importance du risque nous conseillaient d'éviter si possible ce dernier. Si la distillerie belge qui est réunie dans un trust ~~atmosphère~~ très puissant avait voulu faire ~~à son tour~~ du dumping, ~~qu'à tout le moins~~ ~~en nous approchant~~, non seulement notre distillerie plus faible aurait pu venir en mauvaise posture, mais la recette budgétaire que nous tirons de la production des alcools aurait pu fléchir subitement. Un trouble profond dans notre ménage

de la Chambre d'agriculture et de la petite et grande distillerie
ne s'agit pas d'un simple décret, mais d'une loi qui a été votée
par la Chambre d'agriculture et de la petite et grande distillerie
la loi a été votée de la même manière que les autres lois
provenant des deux assemblées et de la Chambre d'agriculture
et de la Chambre d'agriculture et de la petite et grande distillerie
C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous en occuper les deux
intéressés en ce qui concerne l'agriculture et l'industrie
et l'intérêt fiscal.

L'intérêt économique est le même que celui de la distillerie
agricole luxembourgeoise, c'est-à-dire le maintien de certaines faci-
lités et tolérances, que la législation et la réglementation
luxembourgeoise lui accorde. Or, au moment où il y a une
commune avec celle de la République française, le gouvernement belge
a, par conséquent, l'intérêt à régler contre cet état de
choses. Notre intérêt fiscal est la continuation de nos
droits, dont l'importance est au moins des centaines de millions
de francs. Nous ne pouvons pas nous en occuper y renoncer. C'est
l'intérêt fiscal qui est menacé de différentes manières. Si la
gouvernement belge avait pris la même décision en 1925 et
commencement 1926, nous aurions notre distillerie en état
de la contre-partie, mais encore notre budget. Si la question
des alcools et notamment la demande de paiement de nombreux
millions pour l'importation de l'alcool de vin avait été
soumise à un arbitrage, les deux intérêts en cause auraient
également couru un risque. L'importance des intérêts en cause
et par voie de conséquence l'importance du risque nous
conseilleraient d'éviter et possible de le faire. Si la distillerie
belge qui est tenue dans un état de crise très pénible
avait voulu faire quelque chose de mieux, elle aurait pu
éviter de se voir imposer une telle situation, non seulement notre distillerie plus
toute autre pu venir en aide à nos amis, mais la récolte
budgétaire que nous tirons de la production des alcools aurait
pu être évitée. Un trouble profond dans notre ménage

financier en serait résulté. Cette éventualité serait plus facile à écarter, si nous marchons d'accord avec le Gouvernement belge. Si elle se produisait quand-même contre toute attente, au moins avec le système de la caisse commune des recettes, notre budget n'en serait plus atteint. Toutes ces considérations déterminaient le Gouvernement luxembourgeois à rechercher la solution du conflit dans la direction recommandée par les intéressés directs, les distillateurs aussi bien que par les membres luxembourgeois de la commission paritaire. Finalement, à la suite de nouvelles négociations laborieuses, l'accord put être réalisé sur cette base grâce à des concessions réciproques.

La clef de répartition prévue par la convention du 25 juillet 1921 pour les droits de douane et les accises communes, basée sur les chiffres respectifs de la population et donnant environ 29/30 pour la Belgique et 1/30 pour le Luxembourg ne pouvait naturellement pas être admise pour la nouvelle convention spéciale, à raison de la situation acquise par le Grand-Duché, dont il fallait de toute façon tenir compte. La clef de répartition adoptée fut donc de 8/9 pour la Belgique et 1/9 pour le Grand-Duché, proportions qui ont été jugées tenir compte, dans la mesure possible, de la situation acquise de part et d'autre.

En tablant p.ex. sur les prévisions budgétaires pour 1929, on arriverait au résultat suivant: En Belgique les recettes présumées au projet du budget belge de 1929 étaient de 245 millions; au Grand-Duché de 30 millions.

La part de la Belgique ressortirait donc à

$$\frac{245.000.000 + 30.000.000 \times 8}{9} = 244.444.444 \text{ frs.}$$

Celle du Grand-Duché serait de

$$\frac{245.000.000 + 30.000.000 \times 1}{9} = 30.555.550 \text{ frs.}$$

donc une plus-value pour le Grand-Duché sur les prévisions budgétaires de 1/2 million chiffre rond, que la Belgique devrait nous verser après le décompte.

financier en serait réduite. Cette éventualité serait plus facile à évaluer, si nous marchions d'accord avec le Gouvernement belge. Si elle se produisait quand-même contre toute attente, au moins avec le système de la caisse commune des recettes, notre budget n'en serait plus affecté. Toutes ces considérations déterminaient le Gouvernement luxembourgeois à rechercher la solution du conflit dans la direction recommandée par les intéressés directs, les distillateurs aussi bien que par les membres luxembourgeois de la commission paritaire. Finalement, à la suite de nouvelles négociations laborieuses, l'accord put être réalisé sur cette base grâce à des concessions réciproques.

Le chef de répartition prévu par la convention du 25 juillet 1921 pour les droits de douane et les autres communes, basée sur les chiffres respectifs de la population et donnant environ 22/30 pour la Belgique et 1/30 pour le Luxembourg ne pouvait naturellement pas être admise pour la nouvelle convention spéciale. A raison de la situation spéciale par le Grand-Duché, dont il fallait de toute façon tenir compte, le chef de répartition adopté fut donc de 8/9 pour la Belgique et 1/9 pour le Grand-Duché, proportions qui ont été jugées tenir compte, dans la mesure possible, de la situation spéciale de part et d'autre.

En l'absence p.ex. sur les prévisions budgétaires pour 1922, on arriverait au résultat suivant: En Belgique les recettes prévues au projet de budget belge de 1922 étaient de 245 millions; au Grand-Duché de 30 millions.

La part de la Belgique s'élèverait donc à

$$245.000.000 + 30.000.000 \times \frac{8}{9} = 244.444.444 \text{ fr.}$$

Celle du Grand-Duché serait de

$$245.000.000 + 30.000.000 \times \frac{1}{9} = 245.555.550 \text{ fr.}$$

donc une plus-value pour le Grand-Duché sur les prévisions budgétaires de 1/2 million environ, que la Belgique devrait nous verser après le décompte.

Admettons que nos recettes réelles dépassent nos prévisions budgétaires pour 1929 et atteignent le chiffre des recettes afférentes présumées pour 1930 soit 40 millions et que les recettes belges n'atteignent que les prévisions, soit 245 millions. Nous aurions alors à verser à la Belgique après le décompte 8 1/2 millions chiffre rond.

Il est naturellement possible qu'en cas de fléchissement de nos recettes que par suite d'un dépassement des prévisions budgétaires belges le cas inverse se présente. Les aléas existent donc pour chacun des partenaires. C'est pour ce motif que la nouvelle convention est conclue pour 5 ans seulement. Elle prévoit pour chacun des contractants le droit de la résilier au plus tard six mois avant l'expiration de la 5e année. De plus le Gouvernement grand-ducal se réserve le droit de dénoncer l'arrangement dans le cas où sa part n'atteindrait plus 30 millions.

Mais tous les aléas sont largement compensés par des avantages importants.

Le premier consiste dans le fait que la circulation des flegmes, alcools et eaux-de-vie entre les deux territoires ne sera restreinte ni entravée d'aucune façon. Notre distillerie ne sera pas gênée dans son développement. Elle exportera en Belgique tant qu'elle voudra. Elle ne sera jugulée dans son essor par aucun contingentement ni de sa production ni de son exportation.

Un second avantage réside dans la circonstance que les distilleries existantes continueront à jouir jusqu'à concurrence d'une production de 275.000 litres d'alcool pur de la bonification intégrale de 1,80 fr. par litre à 100°, limite qui n'a été dépassée en 1928 par aucune distillerie existante.

Un troisième avantage consiste dans le fait que la nouvelle convention fera disparaître enfin une question irritante et

Admettons que nos recettes réelles dépassent nos prévisions budgétaires pour 1923 et atteignent le chiffre des recettes effectives prévues pour 1930 soit 40 millions et que les recettes belges n'atteignent que les prévisions, soit 24,5 millions. Nous aurons alors à verser à la Belgique après le décompte 8 1/2 millions chiffre rond.

Il est naturellement possible qu'en cas de fléchissement de nos recettes que par suite d'un dépassement des prévisions budgétaires belges le cas inverse se présente. Les aléas existent donc pour chacun des participants. C'est pour ce motif que la nouvelle convention est conclue pour 5 ans seulement. Elle prévoit pour chacun des contractants le droit de la résilier au plus tard six mois avant l'expiration de la 5^e année. De plus le Gouvernement Grand-Duché se réserve le droit de dénoncer l'arrangement dans le cas où sa part d'investissement plus 30 millions.

Mais tous les aléas sont également compensés par des avantages importants.

Le premier consiste dans le fait que la circulation des lièges, alibis et eaux-de-vie entre les deux territoires ne sera restreinte ni entravée d'aucune façon. Notre distillerie ne sera pas gênée dans son développement. Elle exportera en Belgique tant qu'elle voudra. Elle ne sera jugulée dans son essor par aucun contingentement ni de sa production ni de son exportation.

Un second avantage réside dans la circonstance que les distilleries existantes continueront à jouir jusqu'à concurrence d'une production de 250.000 litres d'alcool pur de la bonification intégrale de 1,30 fr. par litre à 100° limite qui n'a été dépassée en 1923 par aucune distillerie existante.

Un troisième avantage consiste dans le fait que la nouvelle convention fera disparaître enfin une question irritante et

et dissipera un malaise qui a pesé pendant les dernières années sur nos relations avec notre partenaire économique.

La Belgique enfin a renoncé à toute prétention vis-à-vis du Grand-Duché pour prétendue non-observation dans le passé des dispositions de l'art. 6 de la Convention du 25 juillet 1921.

Dans le protocole de clôture le Gouvernement grand-ducal s'est engagé à prendre toutes les mesures complémentaires de contrôle qui pourraient encore s'imposer pour que la surveillance exercée sur les distilleries en général ait l'efficacité utile.

Cet engagement trouve sa justification dans le fait qu'en Belgique les 47 distilleries existantes sont soumises à un contrôle serré, permanent de jour et de nuit.

Il est évident que nos distilleries dont le nombre en activité en 1928 a été de 1116 ne peuvent être soumises à la même surveillance étroite, à moins de décupler le personnel. Toujours est-il que le Gouvernement devra tenir la main à ce que toutes les mesures soient prises pour empêcher les fraudes dans la mesure du possible.

Il est entendu encore, d'après le même protocole de clôture, que le régime spécial prévu par la législation luxembourgeoise en faveur des distilleries agricoles doit s'appliquer aux seules exploitations qui servent effectivement les intérêts de l'Agriculture.

C'est dire que les usines à caractère industriel qui n'ont pas d'exploitation agricole effective ou une exploitation agricole réduite, nullement en rapport avec leur production d'alcool, ne peuvent être admises au bénéfice de la bonification de 1,80 fr. par litre à 100°. D'autre part il échet d'autoriser l'administration des contributions à refuser la réduction dont s'agit à raison de l'alcool produit pendant le temps durant lequel les prescriptions relatives aux distilleries agricoles n'ont pas été observées.

Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement propose de

et disposer au mieux de la production des dernières années
sur nos relations avec notre partenaire économique.

La Belgique enfin a renoncé à toute prétention vis-à-vis
du Grand-Duché pour prétendre non-observation dans la passe
des dispositions de l'art. 6 de la convention du 25 juillet 1921.

Dans le protocole de clôture le Gouvernement grand-ducal
s'est engagé à prendre toutes les mesures complémentaires de
contrôle qui pourraient encore s'imposer pour que la surveillance
exercée sur les distilleries en général ait l'efficacité utile.

Cet engagement trouve sa justification dans le fait qu'en
Belgique les 47 distilleries existantes sont soumises à un
contrôle strict, notamment de jour et de nuit.

Il est évident que nos distilleries dont le nombre en
activité en 1928 a été de 112 ne peuvent être soumises à la
même surveillance étroite, à moins de doubler le personnel.

Toutefois est-il que le Gouvernement devra tenir la main à ce
que toutes les mesures soient prises pour empêcher les fraudes
dans la mesure du possible.

Il est entendu encore, d'après le même protocole de clôture,
que le régime spécial prévu par la législation luxembourgeoise
en faveur des distilleries agricoles doit s'appliquer aux petites
exploitations qui servent effectivement les intérêts de l'agri-
culture.

C'est dire que les petites distilleries industrielles qui n'ont
pas d'exploitation agricole effective ou une exploitation
agricole réduite, n'ont en rapport avec leur production
d'alcool, ne peuvent être assimilées au bénéfice de la législation
de 1,80 fr. par litre à 100° d'alcool pur. Il s'agit d'autoriser
l'administration des contributions à relever la taxation dont
s'agit à raison de l'alcool pur produit pendant le temps durant
lequel les prescriptions relatives aux distilleries agricoles
n'ont pas été observées.

Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement propose de

traiter comme distilleries industrielles les distilleries travaillant des sirops, glucoses, fruits secs importés de l'étranger ou des matières de provenance exotique, à l'exception du maïs, comme p.ex. le manioc.

Le Gouvernement grand-ducal s'est encore engagé à soumettre les nouvelles distilleries agricoles qui seraient établies dans le Grand-Duché aux dispositions qui en Belgique règlent actuellement le régime des distilleries agricoles. Ces dispositions font l'objet de la loi belge du 28 juillet 1902.

Cet engagement n'a rien que de très légitime en présence du régime de faveur consenti aux distilleries existantes.

Par ailleurs le Gouvernement propose de compléter l'art. 1er de notre loi du 27 juillet 1925. D'après cette disposition, le droit d'accise est établi sur la production des flegmes (produit brut de la distillation des matières fermentées). Or, plusieurs distillateurs emploient des appareils distillatoires permettant la rectification directe des alcools; l'utilisation de pareils ustensiles procure un avantage aux distillateurs en question dans le cas où les intéressés ne sont imposés que d'après l'alcool rectifié qu'ils produisent. Cet avantage peut être évalué de 1% à 2% de leur production d'alcool, pourcentage représentant la freinte évitée. En Belgique, le fractionnement des produits de la colonne à distiller est strictement interdit, le produit total devant être réuni dans un seul vaisseau-mesureur. Il importe de tenir compte de cette situation par une disposition additionnelle appropriée.

Ensuite le Gouvernement propose de lui permettre de mettre en cas de besoin un frein à l'établissement de nouvelles usines de grande capacité ~~aux productions~~, en limitant les autorisations à accorder aux distilleries dont la production ne dépassera pas une certaine quantité maxima p.ex. 1000 litres d'alcool pur.

Enfin il importe de renforcer les sanctions contre les fraudeurs.

traiter comme distilleries industrielles les distilleries tra-
vaillant des atrops, kinocores, trinites avec importes de l'étranger
ou des matières de provenance exotiques, à l'exception de maïs,
comme p.ex. le manioc.

Le Gouvernement Grand-Ducal s'est encore engagé à soumettre
les nouvelles distilleries agricoles qui seraient établies
dans le Grand-Duché aux dispositions qui en Belgique régissent
actuellement le régime des distilleries agricoles. Ces disposi-
tions font l'objet de la loi belge du 28 juillet 1902.

Cet engagement n'a rien de très légitime en présence
du régime de faveur consenti aux distilleries existantes.

Par ailleurs le Gouvernement propose de compléter l'art. 1er
de notre loi du 25 juillet 1925. D'après cette disposition, le

droit d'accise est établi sur la production des liqueurs (produit
pur de la distillation des matières fermentées). Or, plusieurs
distilleries emploient des appareils distillatoires permettant
la rectification alcool des alcools; l'attribution de pareils
matériels procure un avantage aux distilleries en question

dans la mesure où les intrants ne sont imposés que d'après
l'alcool rectifié qu'ils produisent. Cet avantage peut être
évalué de 15 à 25 de leur production d'alcool, pourcentage repré-

sentant la fraude évitée. En Belgique, le fractionnement des
produits de la colonne à distiller est strictement interdit,
le produit total devant être ramené dans un seul vaseau-matière

tant. Il importe de tenir compte de cette situation par une
disposition additionnelle appropriée.

Ensuite le Gouvernement propose de lui permettre de
mettre en cas de besoin un terrain à l'établissement de nouvelles
usines de grande capacité ~~xxxxxxxxxxxx~~ en limitant les auto-
risations à accorder aux distilleries dont la production ne
dépasse pas une certaine quantité maximale p.ex. 1000 litres

d'alcool pur.
Enfin il importe de renforcer les sanctions contre les

fraudeurs.

L'al. 2 de l'art. 37 de la loi du 27 juillet 1925 dispose qu'indépendamment de l'amende il y a lieu de prononcer, tant à charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine d'emprisonnement ne pouvant dépasser une année.

Si cet alinéa avait formé un article spécial, il se serait appliqué non seulement au cas de l'art. 37 mais également au cas de l'art. 36. Or, il peut se présenter des contraventions tombant sous l'application de l'art. 36 d'un caractère bien plus grave que celles réprimées par l'art. 37. Tel est p.ex. le cas lorsqu'il s'agit de distilleries clandestines dont nous avons eu plusieurs exemples frappants il y a quelques années.

Pour renforcer les sanctions prévues à l'art. 36, il y a donc lieu d'y ajouter la même peine d'emprisonnement ne pouvant dépasser une année.

Ci-joint un projet de loi portant approbation de la convention conclue et apportant à notre loi du 27 juillet 1925 les modifications proposées dans l'exposé qui précède.

Luxembourg, le 8 novembre 1929.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
~~Directeur général des Affaires Étrangères et de l'Agriculture~~

pro Bech *Bech*

Le Directeur général des Finances,

P. J. J. J. *J. J. J.*

Paragr. 1er. - On entend par distillation la séparation

A. ceux qui cultivent, pour leur propre compte, dans un

rayon de 5 kilomètres de l'usine, des terres louées à eux

la proportion de 10 hectares par chaque hectolitre d'alcool

à 20 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge

période de 24 heures.

Dans les régions de culture herbagère, l'exploitation

peut, aux conditions fixées par le Gouvernement,

L'art. 2 de l'art. 37 de la loi du 27 juillet 1925 dispose
qu'indépendamment de l'amende il y a lieu de prononcer, sans
charge de l'inculpé que des co-auteurs et complices, une peine
d'emprisonnement ne pouvant dépasser une année.
Si cet alinéa avait formé un article spécial, il se serait
appliqué non seulement au cas de l'art. 37 mais également au cas
de l'art. 36. Or, il peut se présenter des contraventions tombant
sous l'application de l'art. 36 d'un caractère plus grave
que celles réprimées par l'art. 37. Tel est p. ex. le cas lors-
qu'il s'agit de facilités clandestines dont nous avons eu
plusieurs exemples frappants il y a quelques années.
Pour renforcer les sanctions prévues à l'art. 36, il y a
donc lieu d'y ajouter la même peine d'emprisonnement ne pouvant
dépasser une année.
Ci-joint un projet de loi portant approbation de la conven-
tion conclue et apportant à notre loi du 27 juillet 1925 les
modifications proposées dans l'exposé qui précède.

Luxembourg, le 8 novembre 1929.

~~Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement.~~
~~Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Instruction~~

[Signature]

Le Directeur Général des Finances,

[Signature]

Projet de loi.

Nous Charlotte etc., etc.

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du
et celle du Conseil d'Etat du portant qu'il
n'y a pas lieu à second vote;

AVONS ordonné et ordonnons:

Art.1er.- Est approuvée la Convention conclue à Bruxelles, le 18 mai 1929, et établissant entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools.

Est pareillement approuvé le protocole de clôture y signé le même jour et faisant partie intégrante de la convention même.

Art.2.- L'art.1er de la loi du 27 juillet 1925 est complété
comme suit:

En cas d'emploi d'appareils distillatoires permettant la rectification directe des alcools, le produit ainsi obtenu pourra être majoré jusqu'à concurrence de 2% en représentation de la freinte évitée.

Art.3.- Par dérogation à l'art.8 de la loi du 27 juillet 1925 les nouvelles distilleries qui seraient établies dans le Grand-Duché après la promulgation de la présente loi sont soumises aux dispositions ci-après:

Paragr.1er.— On entend par distillateurs agricoles:

A. Ceux qui cultivent, pour leur propre compte, dans un rayon de 5 kilomètres de l'usine, des terres labourables dans la proportion de 10 hectares par chaque hectolitre d'eau-de-vie à 50 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge par période de 24 heures.

Dans les régions de culture herbagère, l'exploitation agricole pourra, aux conditions fixées par le Gouvernement,

Projet de loi.

Nous Charles etc. etc.

Notre Conseil d'Etat entend;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

En la décision de la Chambre des Députés du

et celle du Conseil d'Etat de

n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

ART. 1er. - Est approuvée la Convention conclue à Bruxelles,

le 18 mai 1929, et établissant entre la Belgique et le Grand-

Duché de Luxembourg une communauté de recettes en ce qui con-

cerne les droits d'accise perçus sur les alcools.

Est par conséquent approuvé le protocole de clôture y signé

la même jour et faisant partie intégrante de la Convention

même.

ART. 2. - L'art. 1er de la loi du 27 juillet 1925 est complété

comme suit:

En cas d'emploi d'appareils distillatoires permettant la

rectification directe des alcools, la production ainsi obtenue pourra

être majorée jusqu'à concurrence de 2% en représentation de

la fraude évitée.

ART. 3. - Par application de l'art. 8 de la loi du 27 juillet

1925 les nouvelles distilleries qui seraient établies dans la

Grand-Duché après la promulgation de la présente loi sont sou-

mises aux dispositions ci-après:

Paragr. 1er. - On entend par distilleries agricoles:

A. Ceux qui cultivent pour leur propre compte, dans un

rayon de 5 kilomètres de l'usine, des terres labourables dans

la proportion de 10 hectares par chaque hectare d'eau-de-vie

à 50 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge par

période de 24 heures.

Dans les régions de culture maraîchère, l'exploitation agri-

cole pourra, aux conditions fixées par le Gouvernement,

h

consister pour le tout ou pour partie en prairies, dont l'étendue devra être double de celle des terres labourables dont elles tiendront lieu.

Les distillateurs agricoles doivent posséder et nourrir, dans les limites de leur exploitation, au moins une tête de gros bétail ou 3 porcs ou 6 moutons par hectare de terre labourable admis en compte.

B. Les sociétés coopératives ayant pour objet l'exploitation d'une distillerie. Les cultivateurs seuls en pourront faire partie.

Le Gouvernement détermine les conditions que doivent remplir ces sociétés ainsi que les sociétaires.

Paragr. 2.- Une réduction d'impôt de 8 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, est accordée aux distillateurs agricoles dont la production dépasse 600 hl. du 1er janvier au 31 décembre d'une année.

La réduction d'impôt est de 10 centimes si la production totale de l'usine ne dépasse pas 600 hl. du 1er janvier au 31 décembre d'une année. Le Gouvernement est autorisé, aux conditions qu'il déterminera à majorer la réduction d'impôt de 8 centimes et de 10 centimes par litre de flegmes à 50° température 15° accordée selon le cas aux distillateurs agricoles, sans que toutefois elle puisse dépasser resp. 72 et 90 centimes par litre de flegmes à 50° température 15°.

Si le distillateur produit de la levure pour la vente, la réduction est diminuée d'un tiers et l'étendue de culture ainsi que le nombre de têtes de bétail imposés par le paragraphe premier sont augmentés de moitié.

Paragr. 3.- Pour jouir de la réduction d'impôt, les distillateurs agricoles ne peuvent produire que des flegmes (produit de premier jet) ils sont tenus de livrer en totalité et exclusivement à des rectificateurs ou à des distillateurs industriels, les flegmes qui ne seraient pas exportés ou ne seraient pas dénaturés pour des usages industriels.

Paragr. 4.- Le Gouvernement déterminera les conditions que les flegmes doivent réunir pour que la réduction soit applicable.

C

Art.4.- L'art.11 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par les dispositions suivantes:

La réduction de 90 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, ne sera appliquée dorénavant qu'aux distilleries dont la production annuelle ne dépasse pas 5.500 hl à 50°.

Pour la quantité excédant éventuellement la limite de 5.500 hl. à 50°, le taux de la réduction ne dépassera pas 8 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, et en cas de majoration de cette réduction celle que la Belgique accorde aux distilleries agricoles belges.

La réduction pourra être refusée par l'Administration des Contributions à raison de la quantité d'alcool produite pendant le temps durant lequel les prescriptions relatives aux distilleries agricoles n'ont pas été observées.

Art.5.- Par dérogation à l'alinéa premier de l'art.13 de la loi du 27 juillet 1925 sont considérées comme distilleries industrielles les distilleries fabriquant de la levure, celles travaillant de la mélasse, des sirops, glucoses, fruits secs importés ou des matières de provenance exotique, à l'exception du maïs, ainsi que celles qui n'appartiennent ni aux distilleries agricoles ni aux distilleries assimilées à ces dernières.

Art.6.- L'art.19 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par les dispositions suivantes:

Le Gouvernement pourra refuser l'autorisation d'établissement de nouvelles distilleries tant agricoles qu'industrielles.

Est à considérer comme distillerie nouvelle dans le sens du présent article toute transformation ou agrandissement d'une distillerie en exploitation en vue d'un accroissement de sa production de plus de 20 hl. à 50°, température 15°.

Art.7.- L'art.36 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par la disposition suivante:

Indépendamment de l'amende, il y a lieu de prononcer, tant à charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine d'emprisonnement ne pouvant dépasser une année.

Art.8.- ~~Mandons et ordonnons~~

ART. 4. - L'art. 11 de la loi du 27 juillet 1925 est complété

par les dispositions suivantes :

La réduction de 90 centimes par litre de liège à 50°

température 15°, ne sera appliquée dorénavant qu'aux distille-

ries dont la production annuelle ne dépasse pas 5.500 hl à 50°.

Pour la quantité excédant éventuellement la limite de

5.500 hl à 50°, le taux de la réduction ne dépassera pas 8 centimes

par litre de liège à 50°, température 15°, et en cas de majora-

tion de cette réduction celle que la Belgique accorde aux dis-

tilleries agricoles belges.

La réduction pourra être refusée par l'Administration des

Contributions à raison de la quantité d'alcool produite

pendant le temps durant lequel les prescriptions relatives aux

distilleries agricoles n'ont pas été observées.

ART. 5. - Par dérogation à l'alinéa premier de l'art. 13 de

la loi du 27 juillet 1925 sont considérées comme distilleries

industrielles les distilleries fabriquant de la levure, celles

travaillant de la mélasse, des sirops, ginsengs, fruits secs

importés ou des matières de provenance exotique, à l'exception

du cas, ainsi que celles qui n'appartiennent ni aux distilleries

agricoles ni aux distilleries assimilées à ces dernières.

ART. 6. - L'art. 19 de la loi du 27 juillet 1925 est complété

par les dispositions suivantes :

Le Gouvernement pourra refuser l'autorisation d'installa-

ment de nouvelles distilleries tant agricoles qu'industrielles.

Nut à considérer comme distillerie nouvelle dans le cas

où présent article toute transformation ou agrandissement d'une

distillerie en exploitation en vue d'un accroissement de sa

production de plus de 20 hl à 50°, température 15°.

ART. 7. - L'art. 26 de la loi du 27 juillet 1925 est complété

par la disposition suivante :

Indépendamment de l'amende, il y a lieu de prononcer, tant à

charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine

d'emprisonnement ne pouvant dépasser une année.

ART. 8. - L'art. 27 de la loi du 27 juillet 1925 est complété

Convention

gum
établissant entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg
une communauté de recettes en ce qui concerne les droits
d'accise perçus sur les alcools.

+++++

~~La Majesté le Roi des Belges et S.A.R. la Grande-Duchesse~~
et la Majesté le Roi des Belges
de Luxembourg, désireux de prévenir des difficultés en ce qui
concerne la circulation des alcools de l'un des territoires
de l'Union Economique dans l'autre, ont résolu de conclure
à cet effet une convention spéciale et ont désigné dans ce
but pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

La
~~La~~ Majesté le Roi des Belges;
et
M. le Baron Maurice Houbart, Son Ministre des Finances,

32
1
royale
Son A.R. la Grande-Duchesse de Luxembourg; *M. Dupont*,
son Directeur général des Finances, de la Prévoyance sociale, et du Travail, et
lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs,
trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles
suivants:

Art. 1er.- A partir du 1er janvier 1929, les recettes
nettes des droits d'accise effectuées en Belgique et dans
le Grand-Duché de Luxembourg sur les flegmes, les alcools et
les eaux-de-vie constitueront des recettes communes et celles-
ci seront réparties, après l'expiration de chaque année, dans
les proportions de 8/9 du total au profit de la Belgique et
de 1/9 au profit du Grand-Duché.

Par recettes nettes, il faut entendre les droits effective-
ment perçus du chef des quantités de flegmes, d'alcools ou
d'eaux-de-vie produites dans chacun des deux Pays, c'est-à-dire
défalcation faite des décharges réglementaires et des resti-
tutions.

Art. 2.- Avant le 15 février de chaque année, les Hautes
Parties contractantes se communiqueront réciproquement les

Convention

établi entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg
une communauté de recettes en ce qui concerne les droits
d'accise perçus sur les alcools.

Les Rois des Pays-Bas, le Grand-Duché de Luxembourg et le
Grand-Duché de Luxembourg, soussignés, ont résolu de conclure
à cet effet une convention spéciale et ont désigné dans ce
but pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Majesté le Roi des Pays-Bas,

Majesté le Grand-Duché de Luxembourg;

trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles
suivants:

Art. 1er. - A partir du 1er janvier 1929, les recettes
nettes des droits d'accise effectuées en Belgique et dans
le Grand-Duché de Luxembourg sur les lièges, les alcools et
les autres produits considérés dans les recettes communes et celles
qui seront réparties, après l'expiration de chaque année, dans
les proportions de 8/9 du total au profit de la Belgique et
de 1/9 au profit du Grand-Duché.

Les recettes nettes, il faut entendre les droits effectives-
ment perçus au total des quantités de lièges, d'alcools ou
d'autres produits considérés dans les recettes communes et celles
délivées sans paiement des droits d'accise et des taxes

finances.

Art. 2. - Avant le 1er janvier de chaque année, les parties
contractantes se communiqueront respectivement les

données nécessaires pour l'établissement des recettes communes opérées sur les alcools pendant l'année écoulée et la fixation de la quote-part revenant à chaque Etat. Le règlement des comptes et le virement des fonds interviendront avant le 1er avril suivant.

Art. 3.- Tant que durera la présente convention, la circulation des flegmes, alcools et eaux-de-vie entre les deux territoires de l'Union ne sera restreinte par aucune limitation de quantité.

Art. 4.- La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans prenant cours le 1er janvier 1929. Elle pourra être résiliée par chacune des Hautes Parties contractantes au plus tard six mois avant l'expiration de la cinquième année.

A défaut de résiliation dans le délai de six mois ci-devant fixé, la présente convention demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite, chaque prorogation subséquente étant également de cinq ans.

Le Gouvernement Grand-Ducal se réserve le droit de dénoncer la présente convention dans le cas où la part lui revenant en vertu des dispositions qui précèdent, n'atteindrait plus 30.000.000 francs.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que dans cette éventualité, elles négocieraient un nouvel accord.

Art. 5.- La présente convention, après avoir été approuvée par les Chambres belges et par la Chambre luxembourgeoise sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double original à Bruxelles le 18 mai 1929

P. Dupong.

Baron Houtart.

données nécessaires pour l'établissement des recettes communes opérées sur les alcools pendant l'année écoulée et la fixation de la quote-part revenant à chaque Etat. Le règlement des comptes et le virement des fonds interviendront avant le 1er avril

suivant.

ART. 3. - Tant que durera la présente convention, la circulation des liasses, alcools et eaux-de-vie entre les deux territoires de l'union ne sera restreinte par aucune limitation de quantité.

ART. 4. - La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans prenant cours le 1er janvier 1929. Elle pourra être renouvelée par une ou plusieurs parties contractantes au plus tard six mois avant l'expiration de la cinquième année.

A défaut de réadoption dans le délai de six mois ci-dessus fixé, la présente convention demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite, chaque prolongation subséquente étant également de cinq ans.

Le Gouvernement Grand-Ducal se réserve le droit de dénoncer la présente convention dans le cas où la part lui revenant en vertu des dispositions qui précèdent, n'atteindrait plus 30.000 francs.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que dans cette éventualité, elles négocieront un nouvel accord.

ART. 5. - La présente convention, après avoir été approuvée par les Chambres belges et par la Grande Assemblée nationale de la Région, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double original à Bruxelles le 18 mai 1929

P. Dupont. Baron Houffart.

Protocole de clôture.

- - - - -

Au moment de signer la Convention conclue ce jour et qui établit entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes, qui formeront partie intégrante de la Convention même:

I .

Le Gouvernement grand-ducal prendra toutes les mesures complémentaires de contrôle qui pourraient encore s'imposer pour que la surveillance exercée sur les distilleries en général ait l'efficacité utile.

II .

Il est entendu que le régime spécial prévu par la législation luxembourgeoise en faveur des distilleries agricoles doit s'appliquer aux seules exploitations qui servant effectivement les intérêts de l'agriculture.

En ce qui concerne les nouvelles distilleries agricoles qui seraient établies dans le Grand-Duché, les dispositions qui en Belgique règlent actuellement le régime des distilleries agricoles seront intégralement observées.

Le taux de la réduction de droit qui dans le Grand-Duché est présentement de 1 fr. 80 par litre à 100° ne sera appliqué dorénavant qu'aux distilleries dont la production annuelle ne dépasse pas 275.000 litres d'alcool à 100°.

Pour la quantité excédant éventuellement la limite de 275.000 litres le taux de la réduction ne dépassera pas le taux fixé par la législation belge.

En foi de ^uqoi les Plénipotentiaires ont dressé le présent Protocole et l'ont revêtu de leur signature.

Fait à Bruxelles en double original, le 18 mai 1929.

P. Dupong.

Baron Houtart.

En vertu de la Convention conclue le 10 mai 1929, il est entendu que le régime spécial prévu par la loi de 1929 s'applique aux seules exportations qui servent effectivement à l'agriculture.

En ce qui concerne les nouvelles distilleries agricoles qui seront établies dans le Grand-Duché, les dispositions qui en régissent le régime des distilleries agricoles seront intégralement observées.

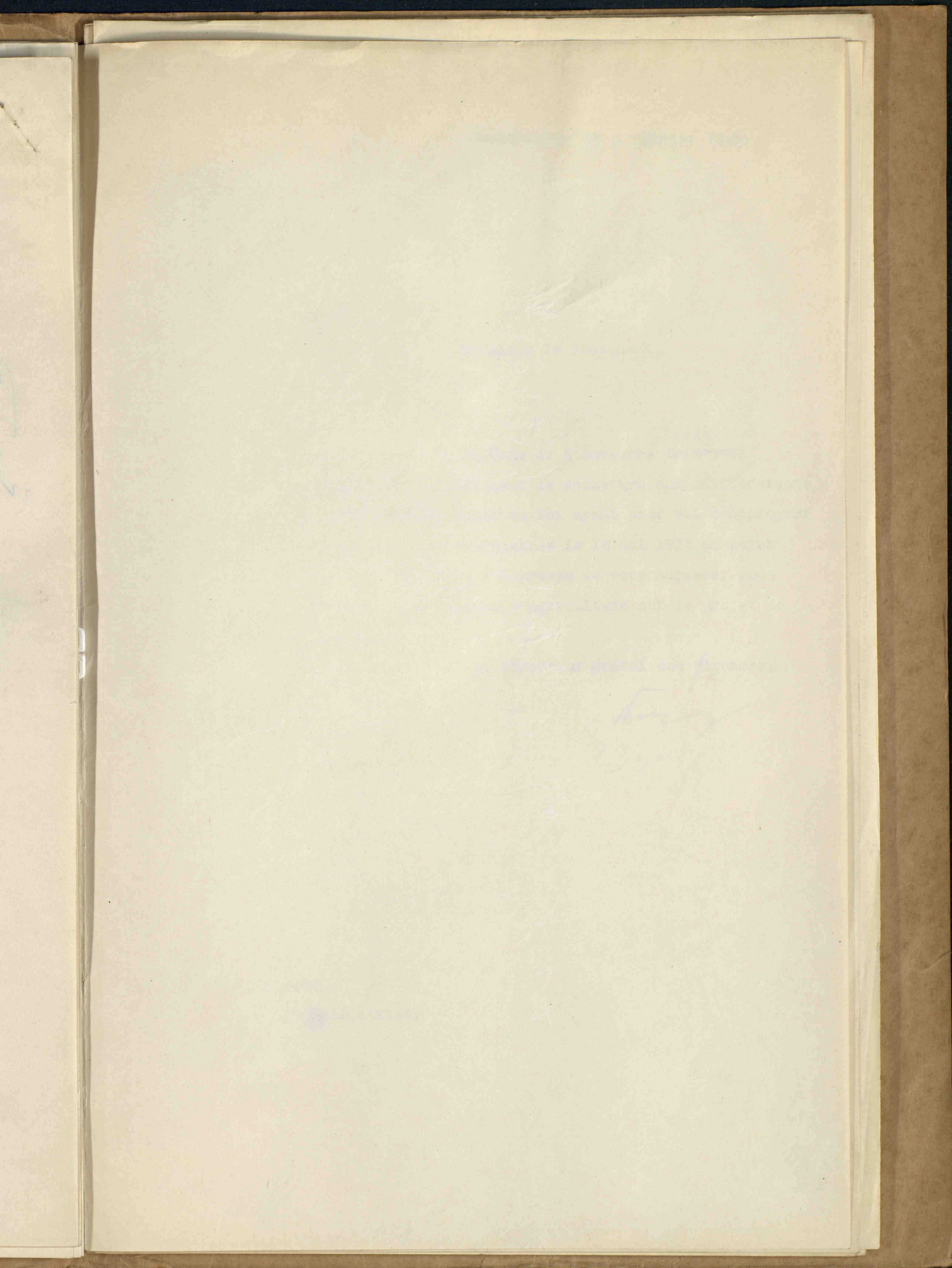
Le taux de la réduction de droit qui dans le Grand-Duché est actuellement de 1 fr. 80 par litre à 100° ne sera appliqué dorénavant qu'aux distilleries dont la production annuelle ne dépasse pas 25.000 litres d'alcool à 100°.

Pour la quantité excédant éventuellement la limite de 25.000 litres le taux de la réduction ne dépassera pas le taux fixé par la législation belge.

En loi de 1929 les législateurs ont dressé le présent Protocole et l'ont revêtu de leur signature.

Fait à Bruxelles en double original le 18 mai 1929.

P. Dupont. Baron Montfort.



GO

P

1

37-9

Monsi

GOUVERNEMENT

Finances

N^o 667

1 ANNEXE



Luxembourg, le 3 février 1930.

Monsieur le Président,

*Distibuable
8/II 1930*

32.92
Faisant suite à ma dépêche du 8 novembre ^{1929,} ~~dr. N^o 5477~~
par laquelle j'ai eu l'honneur de soumettre aux délibérations
du Conseil d'Etat le projet de loi ayant pour but d'approuver
la Convention conclue à Bruxelles le 18 mai 1929 au sujet
du régime des alcools, je m'empresse de vous adresser sous
ce pli l'avis de la Chambre d'Agriculture sur le projet de
loi en question.

Le Directeur général des finances,

[Signature]
P. Deyou

Monsieur le Président
du Conseil d'Etat,

E/V.

PROJET DE LOI

PORTANT

approbation de la Convention conclue à Bruxelles le 18 mai 1929 et établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools.

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 3 février 1930.

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 8 novembre 1929, par laquelle j'ai eu l'honneur de soumettre aux délibérations du Conseil d'Etat le projet de loi ayant pour but d'approuver la Convention conclue à Bruxelles, le 18 mai 1929, au sujet du régime des alcools, je m'empresse de vous adresser sous ce pli l'avis de la Chambre d'agriculture sur le projet de loi en question.

Le Directeur général des finances,

P. DUPONG.

AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE.

Das vorliegende Gesetzesprojekt ist eine natürliche Folgerung des Alkoholabkommens, welches die luxemburgische Regierung mit Belgien getroffen hat. Den Grundbestimmungen des letzteren gemäß, sollen in Zukunft die Akzisengebühren auf Alkohol in eine gemeinsame Kasse fließen. Die jährliche Verteilung wird so vorgenommen, daß Belgien 8/9 der Nettoeinnahmen erhält, während Luxemburg 1/9 zufallen wird.

Das Abkommen mit Belgien erwies sich als dringend notwendig. Unsere Alkoholerzeugung stieg von Jahr zu Jahr und nahm einen solchen Umfang an, daß Gegenmaßnahmen von Seiten Belgiens zu befürchten waren, um die Einfuhr des luxemburgischen Alkohols zu erschweren, wenn nicht unmöglich zu machen. Für unser Brennereigewerbe wären solche Maßnahmen von katastrophaler Wirkung. Insbesondere müßten die schlimmen Folgen von unseren wirklich landwirtschaftlichen Brennereien am schwersten empfunden werden. Dies wäre aber um so bedauerlicher, weil gerade die in den wirklich landwirtschaftlichen Brennereien erzeugten Alkoholmengen nur einen bescheidenen Teil der Gesamtproduktion ausmachen.

Eine andere Bestimmung sieht vor, daß der luxemburgische Staat berechtigt ist, das Abkommen zu kündigen, wenn der ihm zufallende Anteil der gemeinschaftlichen Akzisengebühren den Betrag von 30.000.000 nicht erreicht. Dadurch soll unserem Staate derjenige Betrag an Alkoholsteuern gesichert werden, welcher der Produktion des Jahres 1928 entspricht. Inzwischen ist aber die Produktion nahezu um die Hälfte gestiegen, was auf den rein industriellen Charakter einer sehr beschränkten Anzahl von Brennereien zurückzuführen ist. Gerade in dieser, bei näherem Zusehen künstlich hervorgerufenen Erscheinung, liegt die große Gefahr, daß ohne Alkoholabkommen, der inländischen Alkoholerzeugung gezwungenermaßen Schranken gesetzt würden. Die Mehreinnahmen an Akzisengebühren, herkommend aus dieser Produktionssteigerung könnten demnach, unter den obwaltenden Verhältnissen, nicht von Dauer sein. Jeder Unvoreingenommene muß zu dem gleichen Entschlusse kommen, wenn er nur die zahlreichen Klagen in Betracht zieht, welche Belgien bezüglich unserer Alkoholerzeugung verlauten ließ. Unter anderem wäre eine Massenerzeugung an Alkohol in den rein landwirtschaftlichen Brennereien unmöglich gewesen, wenn nicht die weitherzige Auslegung des Paragraphen über den landwirtschaftlichen Charakter einer Brennerei, zur Gründung von Alkoholfabriken Anlaß gegeben hätte.

Des weiteren steht es der Regierung frei, das Abkommen auf Grund gewisser Bestimmungen zu kündigen, wenn aus bis jetzt nicht vorauszu sehenden Gründen, der Alkoholbedarf eine namhafte Steigerung erfahren würde, was natürlicherweise eine vermehrte Alkoholerzeugung nach

sich zöge. Der Regierung ist also genügend Spielraum gegeben, sich vor etwaigen Betrachtungen zu schützen.

Die Schaffung einer gemeinsamen Kasse für Alkoholsteuern und die Verteilung gemäß dem oben angegebenen Schlüssel entspricht endlich den Forderungen, welche in einem früheren Berichte über die Alkoholfrage von der Landwirtschaftskammer gestellt worden waren. Gestützt auf die damaligen und die vorhergehenden Erwägungen erachtet die Landwirtschaftskammer das erwähnte Abkommen als günstig für die Interessen unseres Brennereigewerbes und wünscht, daß ihm die erforderliche Genehmigung nicht verweigert werde.

Bezüglich der vorgesehenen Änderungen und Ergänzungen des Alkoholgesetzes vom 27. Juli 1925 erlaubt sich die Landwirtschaftskammer folgende Bemerkungen und Vorschläge zu machen.

Art. 2. — Dieser bildet eine Ergänzung zu Art. 1 des Gesetzes vom 27. Juli 1925, wodurch die Alkoholmenge, welche mittels Apparate zur direkten Erzeugung von hochprozentigem Alkohol gewonnen wird, bis zu 2% erhöht werden kann. Die Landwirtschaftskammer schlägt vor, daß eine Erhöhung stets vorzunehmen ist und zwar im Minimum um 1% und im Maximum um 2%.

Art. 3. — In diesem Abschnitt wird der landwirtschaftliche Charakter einer Brennerei näher dargelegt. Allerdings handelt es sich um den landwirtschaftlichen Charakter solcher Brennereien, die nach Inkrafttreten dieses Gesetzesprojektes neu gegründet werden. Infolgedessen wird ein Unterschied hergestellt zwischen den jetzt bestehenden und den neu zu gründenden Brennereien. Die Landwirtschaftskammer ist aber geschlossen der Ansicht, daß eine Unterscheidung in alte und neue Brennereien nicht stattfinden soll, dies sowohl was den landwirtschaftlichen Charakter als auch die Art und Weise der Besteuerung angeht.

Die Bestimmungen über den landwirtschaftlichen Charakter einer Brennerei geben zu längeren Erörterungen Anlaß. Die Kammer nimmt Kenntnis von einem Schreiben des Syndikates luxemburger landwirtschaftlicher Brennereien, das zu dieser Frage eingehend Stellung nimmt. Die Landwirtschaftskammer schließt sich dessen Auffassung an, in dem sie betont, daß es in Zukunft unbedingt notwendig ist, die Unterscheidung zwischen landwirtschaftlichen und industriellen Brennereien unbarmherzig durchzuführen. Sie findet jedoch, daß die Bestimmungen, wie sie in Art. 3, Paragraph 1 vorgesehen sind, genügend sind, sofern sie gewissenhaft zur Anwendung kommen. Nichtsdestoweniger verlangt sie im Verein mit dem Syndikat der luxemburgischen landwirtschaftlichen Brennereien, daß die Betriebsinhaber von landwirtschaftlichen Brennereien, ihre Ackerländereien, Wiesen und Weiden, selbst und vom Hauptbetriebe aus bewirtschaften. Ferner weist sie mit aller Energie daraufhin, daß die Bestimmungen über den landwirtschaftlichen Charakter ausnahmslos und bedingungslos auch für die jetzt bestehenden Brennereien zur Anwendung gebracht werden. Pachtverträge, welche offensichtlich nur dazu abgeschlossen werden, um einer Brennerei den landwirtschaftlichen Charakter zu sichern, müssen als nichtig erklärt werden. Im rein landwirtschaftlichen Sinne betrachtet, bildet die Brennerei ein Nebenbetrieb der Ackerwirtschaft; leider ist es für manche Brennereien so, daß der Ackerbau, mehr aber noch die alleinige Viehhaltung, als notwendige Anhängsel der Brennerei anzusehen sind. Wenn wir unser landwirtschaftliches Brennereigewerbe aber erhalten und stärken wollen, was im Interesse unserer gesamten Landwirtschaft unbedingt geboten ist, einerseits zur Verwertung von inländischen Produkten und Abfällen jeder Art, andererseits zur Erzeugung von Futtermitteln, so muß mit allem Ernst die Unterscheidung zwischen wirklich landwirtschaftlichen und rein industriellen Brennereien getroffen werden.

Zur Ermöglichung der landwirtschaftlichen Genossenschaftsbrennereien hatte die Kammer bereits angeregt, anstatt 1.000 Liter reinen Alkohol pro Mitglied zu gewähren, die täglich herzustellenden Alkoholmengen ebenfalls auf Grund der Anbauflächen zu veranschlagen und in Mengen von wenigstens 3 Litern pro Hektar. Weil aber eine Gleichstellung aller Brennereien verlangt wurde, soll für die Genossenschaftsbrennereien dieselbe Basis zur Berechnung des täglich abzubrennenden Alkohols Geltung haben.

In Art. 3, § 2 müssen die beiden ersten Alinea gestrichen werden, weil eine Gleichberechtigung sämtlicher Brennereien verlangt wurde. Dasselbe gilt für die §§ 3 und 4.

Art. 6. — In diesem Artikel wird bestimmt, daß die Erlaubnis zur Errichtung von neuen Brennereien, sei es solche mit landwirtschaftlichem, sei es solche mit industriellem Charakter, verweigert werden kann. Desgleichen soll eine Vergrößerung der bestehenden Anlage nur bis zu einer jährlichen Mehrproduktion von 1.000 Liter reinen Alkohol zulässig sein. Die Landwirtschaftskammer sieht diese Bestimmungen, im Grunde genommen, als ungerecht an. Sie ist der Meinung, daß Neueinrichtungen und Vergrößerungen von Brennereien gestattet werden müssen. Demgegenüber ist die aber überzeugt, daß eine übermäßige Vermehrung der Brennereien nur zu Ungunsten der Brennereien selbst ist. Deshalb schlägt sie vor, die Bestimmungen über den landwirtschaftlichen Charakter unverzüglich zur Anwendung zu bringen.

Die Vergütung von 1,80 Fr. pro 1 Liter reinen Alkohol darf nur mehr gewährt werden für Alkoholmengen, die in Gemäßheit der Bestimmungen in Art. 3, § 1 in landwirtschaftlichen Brennereien hergestellt werden. Es ist als sicher vorauszusehen, daß dadurch die Erzeugung einer sehr erheblichen Anzahl von Litern reinen Alkohols unterbleiben würde. Mithin wäre eine Basis geschaffen, gemäß welcher das Entstehen neuer landwirtschaftlicher Brennereien, resp. die Ver-

größerung bestehender gesichert wäre, ohne daß eine übermäßige Alkoholerzeugung zu befürchten wäre.

Zur Verwirklichung dieses Vorschlages schlägt die Landwirtschaftskammer die Einfügung eines Paragraphen in das Gesetzesprojekt vor, dem zufolge die Regierung ermächtigt wird, die Bestimmungen über den landwirtschaftlichen Charakter auf die bestehenden Brennereien anwenden zu können.

Schließlich hält die Landwirtschaftskammer darauf zu betonen, daß die Frage der landwirtschaftlichen Brennereien ein für allemal zu Gunsten der letzteren geregelt werde. Ohne Zweifel ist das Wohlergehen von rund 1.100 Klein- und Mittelbrennereien, die nachweislich der landwirtschaftlichen Produktion dienen, demjenigen einiger, nach aller Dafürhalten, vollkommen industriell eingestellter Großbrennereien vorzuziehen. Das wahre landwirtschaftliche Brennereigewerbe bildet einen wesentlichen und unentbehrlichen Bestandteil unserer landwirtschaftlichen Produktion. Ersteres zu erhalten und leistungsfähig zu machen, muß mit allen Mitteln, selbst um den Preis einiger Millionen, durchgesetzt werden.

Der Sekretär,
Prof. Nic. HENTGEN.

Der Präsident,
Graf L. de VILLERS.

THE 1831

THE 1831

THE 1831

THE 1831

THE 1831

THE 1831

THE 1831

THE 1831

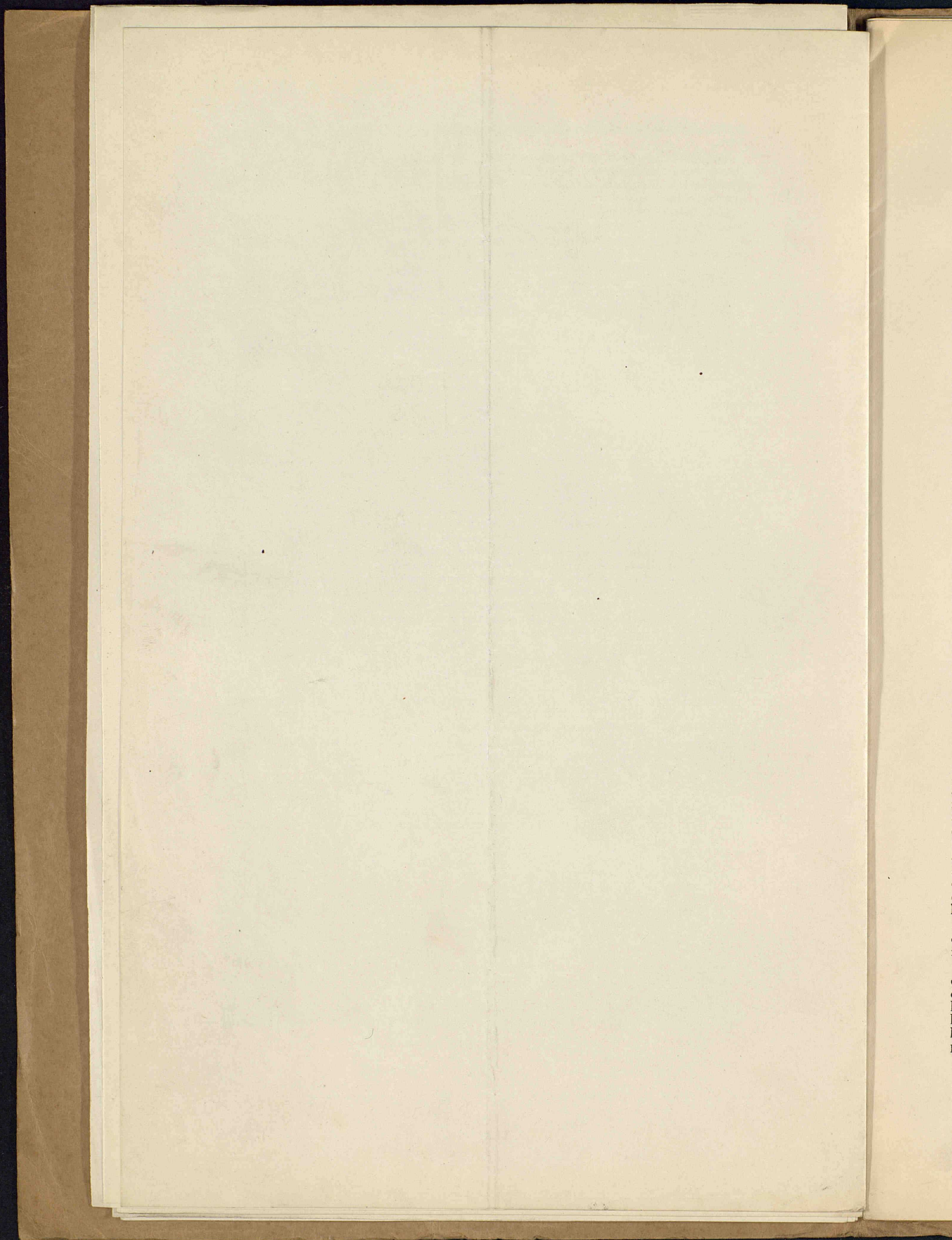
THE 1831

THE 1831

THE 1831

THE 1831

THE 1831



CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Session ordinaire de 1929-1930.

PROJET DE LOI

PORTANT

approbation de la Convention conclue à Bruxelles le 18 mai 1929 et établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté de recettes spéciale pour les droits d'accise perçus sur les alcools.



DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 8 novembre 1929.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous adresser sous ce pli, avec prière de bien vouloir le soumettre aux délibérations du Conseil d'Etat, un avant-projet de loi ayant pour but d'approuver la Convention conclue à Bruxelles, le 18 mai 1929, et établissant entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, ainsi que le protocole de clôture y signé le même jour et faisant partie intégrante de la Convention même.

Le projet de loi joint tend en outre à compléter resp. à modifier certaines dispositions de la loi du 27 juillet 1925 pour les adapter aux stipulations de la Convention précitée. Le projet de loi est précédé d'un exposé des motifs circonstancié et accompagné du texte de la Convention et du protocole de clôture.

Nous vous serions obligés, M. le Président, de bien vouloir faire hâter l'examen du projet de loi ci-annexé, afin que l'avis de votre haute Compagnie soit soumis au Gouvernement dans un délai aussi rapproché que possible.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Jos. BECH.

Le Directeur général des finances,
P. DUPONG.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

A la date du 18 mai 1929 le Gouvernement belge et le Gouvernement luxembourgeois ont conclu à Bruxelles un accord, destiné à mettre un terme aux difficultés que la question des alcools a fait naître au sein de l'union économique belgo-luxembourgeoise. La convention d'union économique entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, signée à Bruxelles le 25 juillet 1921, a exclu des recettes communes de l'union, les accises sur les alcools et eaux-de-vie. Il résulte des procès-verbaux des pourparlers, qui ont précédé la conclusion de la convention, que c'est par égard pour notre distillerie agricole que nos négociateurs ont fait consacrer ce régime qui nous assure une plus grande liberté d'action. La Belgique par contre a stipulé que « le Gouvernement grand-ducal conformera pour autant que possible la législation luxembourgeoise en matière d'accises non communes à celle de la Belgique et établira en tout cas un droit d'accise au moins égal au droit d'accise sur les produits qui sont grevés en Belgique d'un droit d'accise à la date de la ratification de la convention. »

En exécution de cette disposition un arrêté grand-ducal du 26 avril 1922 opéra la péréquation du droit d'accise dans notre pays avec celui prélevé en Belgique. L'égalité des taux des accises fut maintenue dans la suite par la loi du 25 mars 1924 et celle du 27 juillet 1925.

Pendant les premières années d'application, le nouveau régime ne souleva aucune difficulté entre les deux partenaires économiques. A cette époque, les exportations d'alcool luxembourgeois en Belgique n'étaient pas assez appréciables pour concurrencer sérieusement sur le marché belge les produits de la distillerie belge. A la faveur de l'art. 268 du traité de Versailles, qui assurait à la distillerie luxembourgeoise un contingent d'exportation libre de tous droits de douane vers l'Allemagne, l'excédent de notre production indigène fut en majeure partie exporté vers ce dernier pays.

La situation changea à partir du 10 janvier 1925. A cette date expira la période de 5 ans prévue pour la libre exportation par le traité de Versailles. Force fut alors à la distillerie indigène de chercher un autre débouché pour l'écoulement de son excédent de production. Elle trouva ce débouché chez notre partenaire économique.

Aussi l'exportation luxembourgeoise d'alcool en Belgique ne tarda-t-elle pas à monter rapidement, ainsi que cela résulte du tableau ci-après :

Année.	Alcool luxembourgeois exporté en Belgique		Total
	pour		
	la consommation	la dénaturation	
	Hl. à 50°-l.	Hl. à 50°-l.	Hl. à 50°-l.
1924	4.517 43	188 78	4.706 21
1925	12.602 —	2.415 01	15.017 01
1926	16.496 17	6.850 38	23.346 55
1927	17.184 01	1.070 75	18.254 76
1928	25.707 15	881 43	26.588 58

Dès 1925, la Belgique s'alarme de cette situation. Elle attribue la progression rapide de nos importations, avec laquelle coïncida un certain arrêt, voire même une régression dans le développement de la distillerie belge, à notre régime fiscal plus favorable pour la production de l'alcool.

Nous avons entrepris par la loi du 27 juillet 1925 d'adapter notre législation à la disposition de l'art. 6 du traité d'union économique, qui exige que le Gouvernement grand-ducal conformera pour autant que possible la législation luxembourgeoise en matière d'accises non communes à celle de la Belgique, mais notre allié protesta dès 1925 contre cette législation autant que contre les tolérances de l'administration luxembourgeoise vis-à-vis des distilleries agricoles. Il nous reprocha de violer l'art. 6 du traité d'union économique, de faire par ce moyen une concurrence déloyale à la distillerie belge, de créer à proprement parler et par des moyens contraires à la convention du 25 juillet 1921 un dumping vis-à-vis de sa distillerie, de causer non seulement du préjudice à sa distillerie, mais d'être ainsi l'auteur responsable de moins-values considérables que le fisc belge subirait sur les droits d'accise. Sur la base de ses griefs, le Gouvernement belge exigea non seulement une modification profonde de notre législation et de notre pratique administrative, mais encore un nombre de millions de plus en plus considérable pour l'indemniser des pertes lui causées par notre prétendue violation des engagements pris.

Les principaux griefs belges contre notre législation et notre réglementation se résument comme suit :

1^o les distilleries agricoles luxembourgeoises, ne produisant annuellement pas plus de 50 hl. d'alcool pur, sont imposées *forfaitairement* par l'administration, *non sur la base de la production réelle mais sur la base de la production présumée*.

En Belgique au contraire l'imposition est toujours faite sur la base de la production réelle, constatée au moyen de vaisseaux-mesureurs, spécialement conditionnés et installés dans des locaux sous scellés. La Belgique soutenait donc que l'administration luxembourgeoise userait d'une tolérance excessive dans la fixation forfaitaire de la production des dites distilleries agricoles. De cette façon elle laisserait échapper à l'imposition des quantités importantes d'alcool, ce qui reviendrait pratiquement à supprimer l'égalité des droits d'accises dans les deux pays, exigée par l'art. 6 du traité d'union économique.

2^o Les distilleries agricoles produisant annuellement plus de 50 hl. sont imposées pour leur production réelle dans le Grand-Duché comme en Belgique. Seulement, objecta le Gouvernement belge, vous accordez à ces distilleries une réduction de 1,80 fr. par litre d'alcool à 100 degrés (art. 11 de la loi luxembourgeoise du 27 juillet 1925), alors que les distilleries agricoles belges jouissent d'une réduction maxima de 20 centimes par litre d'alcool à 100°. Pratiquement cela aurait pour conséquence que la distillerie agricole luxembourgeoise ne paie que 25,20 fr. par litre d'alcool pur, au lieu de 27 frs., alors que son collègue belge paierait dans l'hypothèse la plus favorable 26,80 fr. Cette pratique du côté luxembourgeois aurait eu pour conséquence de pousser non seulement à l'augmentation démesurée du nombre des distilleries agricoles et à l'agrandissement des distilleries agricoles existantes, mais encore à déterminer les distilleries industrielles à renoncer à leur véritable caractère, pour acquérir réellement ou artificiellement le caractère de distillerie agricole.

3^o L'administration luxembourgeoise accorderait encore décharge supplémentaire de 2% resp. de 1% pour perte à la rectification en faveur des alcools destinés à être dénaturés ou exportés avec décharge totale des droits d'accise. En Belgique par contre cette décharge n'existerait pas.

4^o L'administration luxembourgeoise accorderait aux distillateurs des facilités de crédit beaucoup plus favorables que l'administration belge. En Belgique l'administration donne un crédit de trois mois au maximum avec obligation, dans tous les cas, pour le distillateur de donner caution. Dans le Grand-Duché, les distillateurs agricoles ayant fourni caution, recevaient 12 mois de crédit. Sans caution, ils obtenaient six mois de crédit. Les distillateurs industriels recevaient moyennant caution six mois, sans caution trois mois de crédit. Ces facilités de crédit, arguait l'administration

belge, contribueraient à faciliter encore davantage à notre distillerie de concurrencer victorieusement la distillerie belge sur le marché de l'union.

5° On nous reprochait du côté belge que, par suite soit de fraudes, soit d'une surveillance incomplète due au grand nombre d'installations à surveiller, soit d'appareils de contrôle plus ou moins inaptes, soit enfin de tolérances exagérées vis-à-vis de la distillerie forfaitaire, une quantité exagérée d'eaux-de-vie luxembourgeoises échappent à tout droit d'accise. Il n'est pas à nier sous ce rapport que pendant une certaine époque, notamment en 1925, la quantité d'alcools exportés en Belgique dépassait considérablement la quantité d'alcools imposés dans le Grand-Duché.

La Belgique présentait encore une série d'autres doléances d'importance plus ou moins grande, dont il serait trop long de faire ici l'énumération et l'analyse technique.

Inutile de présenter encore une fois dans cet exposé nos réponses à ces griefs et les arguments que se sont opposés les négociateurs de part et d'autre. Qu'il suffise de retenir que dès 1925 le Gouvernement luxembourgeois a reconnu la nécessité, d'un côté de prendre des mesures pour faire disparaître des critiques, dont le bien-fondé fut partiellement reconnu, d'autre part de négocier pour terminer dans l'intérêt de notre distillerie luxembourgeoise un conflit qui aurait pu mal tourner. A un moment donné le Gouvernement belge, constatant comme il s'est exprimé à l'époque « l'hémorragie » fiscale de jour en jour croissante, que lui causait notre régime des accises, menaçait d'établir à une date préfixe un cordon douanier contre l'importation de nos alcools et d'exiger à l'entrée en Belgique de nos alcools le cautionnement de l'intégralité des droits d'accise (déjà payés une fois chez nous) entre les mains de l'administration belge. C'est sous le coup de cette éventualité que le Gouvernement d'alors conclut déjà en février 1926 un accord provisoire avec la Belgique, impliquant de notre part des concessions importantes. La chute catastrophique du franc détourna en printemps 1926 quelque peu pour un certain temps l'attention des gouvernants de la question des alcools. Survint en suite le changement des Gouvernements dans les deux pays. Lorsque le Gouvernement actuel fit après son entrée en fonctions l'inventaire des questions pendantes entre la Belgique et le Grand-Duché, il trouva la question des alcools au point où l'avait laissée l'accord provisoire intervenu en février 1926. Nous avions le choix entre un règlement amiable et un arbitrage. Le Gouvernement estimait que cette dernière solution, vu les aléas qu'elle impliquait pour notre distillerie et le pays, ne devrait être envisagée que si l'impossibilité d'un accord amiable à des conditions acceptables était péremptoirement établie. Après avoir discuté et repoussé la prétention de la Belgique, se réclamant de l'alinéa 2 art. 7 de la Convention du 25 juillet 1921, de conclure une convention spéciale réglant la circulation des alcools et eaux-de-vie entre les deux pays, le Gouvernement luxembourgeois proposa et obtint que la question des alcools fût soumise, avec les autres points litigieux entre les deux pays, à la commission paritaire belgo-luxembourgeoise, instituée pour soumettre aux deux Gouvernements des formules d'arrangement. La commission suggéra de stabiliser en ce qui concerne l'importation de nos alcools en Belgique la situation alors existante par voie d'arrangements entre les deux Gouvernements. Les arrangements seraient basés sur un régime de contingentement ou un autre mode à convenir. Cette proposition intervint en 1927. Ensuite des pourparlers qui eurent lieu en 1928 et au début de 1929, l'idée d'un contingentement de l'exportation luxembourgeoise en Belgique fut abandonnée. On ne put se mettre d'accord sur l'import du contingent d'exportation à fixer à la distillerie luxembourgeoise. Les négociateurs belges se basaient sur la situation que la commission paritaire avait eu en vue en 1927. Or depuis lors l'exportation des alcools luxembourgeois en Belgique s'était encore développée davantage, et cela dans de fortes proportions, ainsi que cela appert déjà du tableau reproduit à l'ingrès de cet exposé.

Voici d'ailleurs un tableau montrant le développement depuis 1924 de la production d'alcool pur dans les deux pays. Il est suggestif, parce qu'il est comme le baromètre de l'acuité croissante de la question des alcools entre la Belgique et le Grand-Duché.

A. — Belgique.

Année.	Nombre des distilleries.	Alcool produit, hl. à 100°
1924	42	262.331
1925	41	208.662
1926	37	206.406
1927	37	216.499
1928		216.070

B. — Luxembourg.

1924	1270	6.423
1925	1086	7.667
1926	1183	14.590
1927	1228	13.709
1928	1116	17.152

Une fois l'idée d'un contingent d'exportation écartée, celle d'une caisse commune des recettes belges et luxembourgeoises avec une répartition spéciale à convenir, préconisée par les membres

luxembourgeois de la commission paritaire, gagna du terrain. La commission spéciale, que le Gouvernement avait instituée par arrêté du 7 mai 1928, et au sein de laquelle siégeaient à côté des représentants de l'Administration ceux de la Chambre d'agriculture et de la petite et grande distillerie, avait à son tour déclaré que la solution la plus radicale et la plus idéale à la fois serait de faire caisse commune du chef des recettes provenant des eaux-de-vie et de les distribuer suivant la clef résultant de la situation actuelle des deux partenaires.

Cette solution aurait l'avantage de sauvegarder les deux intérêts en cause du côté luxembourgeois, l'intérêt économique et l'intérêt fiscal.

L'intérêt économique, c'est-à-dire celui de la distillerie agricole luxembourgeoise, exige le maintien de certaines facilités et tolérances, que la législation et la réglementation luxembourgeoises lui accordent. Or du moment qu'il y a caisse commune avec clef de répartition fixe, le Gouvernement belge n'aurait plus tant d'intérêt à réclamer contre cet état de choses. Notre intérêt fiscal exige la continuation de recettes dont l'importance est au cours des dernières années devenue telle que nous ne pourrions que difficilement y renoncer. Cet intérêt fiscal était menacé de différentes manières. Si le Gouvernement belge avait pris la mesure comminée en 1925 et commencement 1926, non seulement notre distillerie en aurait senti le contre-coup, mais encore notre Budget. Si la question des alcools, et notamment la demande de paiement de nombreux millions pour inobservation de l'art. 6 du traité, avait été soumis à un arbitrage, les deux intérêts en cause auraient également couru un risque. L'importance des intérêts en cause et par voie de conséquence l'importance du risque, nous conseillaient d'éviter si possible ce dernier. Si la distillerie belge qui est réunie dans un trust très puissant avait voulu faire du dumping, non seulement notre distillerie plus faible aurait pu venir en mauvaise posture, mais la recette budgétaire que nous tirons de la production des alcools aurait pu fléchir subitement. Un trouble profond dans notre ménage financier en serait résulté. Cette éventualité serait plus facile à écarter, si nous marchons d'accord avec le Gouvernement belge. Si elle se produisait quand même contre toute attente, au moins avec le système de la caisse commune des recettes, notre Budget n'en serait plus atteint. Toutes ces considérations déterminaient le Gouvernement luxembourgeois à rechercher la solution du conflit dans la direction recommandée par les intéressés directs, les distillateurs, aussi bien que par les membres luxembourgeois de la commission paritaire. Finalement, à la suite de nouvelles négociations laborieuses, l'accord put être réalisé sur cette base grâce à des concessions réciproques.

La clef de répartition prévue par la convention du 25 juillet 1921 pour les droits de douane et les accises communes, basée sur les chiffres respectifs de la population et donnant environ 29/30 pour la Belgique et 1/30 pour le Luxembourg ne pouvait naturellement pas être admise pour la nouvelle convention spéciale, à raison de la situation acquise par le Grand-Duché, dont il fallait de toute façon tenir compte. La clef de répartition adoptée fut donc de 8/9 pour la Belgique et 1/9 pour le Grand-Duché, proportions qui ont été jugées tenir compte, dans la mesure du possible, de la situation acquise de part et d'autre.

En tablant p. ex. sur les prévisions budgétaires pour 1929, on arriverait au résultat suivant : En Belgique les recettes présumées au projet de budget belge de 1929 étaient de 245 millions ; au Grand-Duché de 30 millions.

La part de la Belgique ressortirait donc à

$$\frac{245.000.000 + 30.000.000 \times 8}{9} = 244.444.444 \text{ fr.}$$

Celle du Grand-Duché serait de

$$\frac{245.000.000 + 30.000.000 \times 1}{9} = 30.555.550 \text{ fr.}$$

donc une plus-value pour le Grand-Duché sur les prévisions budgétaires de 1/2 million chiffre rond, que la Belgique devrait nous verser après le décompte.

Admettons que nos recettes réelles dépassent nos prévisions budgétaires pour 1929 et atteignent le chiffre des recettes afférentes présumées pour 1930 soit 40 millions et que les recettes belges n'atteignent que les prévisions, soit 245 millions. Nous aurions alors à verser à la Belgique après le décompte 8 1/2 millions chiffre rond.

Il est naturellement possible qu'en cas de fléchissement de nos recettes ou par suite d'un dépassement des prévisions budgétaires belges le cas inverse se présente. Les aléas existent donc pour chacun des partenaires. C'est pour ce motif que la nouvelle convention est conclue pour cinq ans seulement. Elle prévoit pour chacun des contractants le droit de la résilier au plus tard six mois avant l'expiration de la cinquième année. De plus le Gouvernement grand-ducal se réserve le droit de dénoncer l'arrangement dans le cas où sa part n'atteindrait plus 30 millions.

Mais tous les aléas sont largement compensés par des avantages importants.

Le premier consiste dans le fait que la circulation des flegmes, alcools et eaux-de-vie entre les deux territoires ne sera restreinte ni entravée d'aucune façon. Notre distillerie ne sera pas gênée dans son développement. Elle exportera en Belgique tant qu'elle voudra. Elle ne sera jugulée dans son essor par aucun contingentement ni de sa production ni de son exportation.

Un second avantage réside dans la circonstance que les distilleries existantes continueront à

jouir jusqu'à concurrence d'une production de 275.000 litres d'alcool pur de la bonification intégrale de 1,80 fr. par litre à 100°, limite qui n'a été dépassée en 1928 par aucune distillerie existante.

Un troisième avantage consiste dans le fait que la nouvelle convention fera disparaître enfin une question irritante et dissipera un malaise qui a pesé pendant les dernières années sur nos relations avec notre partenaire économique.

La Belgique enfin a renoncé à toute prétention vis-à-vis du Grand-Duché pour prétendue non-observation dans le passé des dispositions de l'art. 6 de la Convention du 25 juillet 1921.

Dans le protocole de clôture le Gouvernement grand-ducal s'est engagé à prendre toutes les mesures complémentaires de contrôle qui pourraient encore s'imposer pour que la surveillance exercée sur les distilleries en général ait l'efficacité utile.

Cet engagement trouve sa justification dans le fait qu'en Belgique les 47 distilleries existantes sont soumises à un contrôle serré, permanent de jour et de nuit.

Il est évident que nos distilleries dont le nombre en activité en 1928 a été de 1116 ne peuvent être soumises à la même surveillance étroite, à moins de décupler le personnel. Toujours est-il que le Gouvernement devra tenir la main à ce que toutes les mesures soient prises pour empêcher les fraudes dans la mesure du possible.

Il est entendu encore, d'après le même protocole de clôture, que le régime spécial prévu par la législation luxembourgeoise en faveur des distilleries agricoles doit s'appliquer aux seules exploitations qui servent effectivement les intérêts de l'agriculture.

C'est dire que les usines à caractère industriel qui n'ont pas d'exploitation agricole effective ou une exploitation agricole réduite, nullement en rapport avec leur production d'alcool, ne peuvent être admises au bénéfice de la bonification de 1,80 fr. par litre à 100°. D'autre part, il échet d'autoriser l'administration des contributions à refuser la réduction dont s'agit à raison de l'alcool produit pendant le temps durant lequel les prescriptions relatives aux distilleries agricoles n'ont pas été observées.

Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement propose de traiter comme distilleries industrielles les distilleries travaillant des sirops, glucoses, fruits secs importés de l'étranger ou des matières de provenance exotique, à l'exception du maïs, comme p. ex. le manioc.

Le Gouvernement grand-ducal s'est encore engagé à soumettre les nouvelles distilleries agricoles qui seraient établies dans le Grand-Duché aux dispositions qui en Belgique règlent actuellement le régime des distilleries agricoles. Ces dispositions font l'objet de la loi belge du 28 juillet 1902.

Cet engagement n'a rien que de très légitime en présence du régime de faveur consenti aux distilleries existantes.

Par ailleurs le Gouvernement propose de compléter l'art. 1^{er} de notre loi du 27 juillet 1925. D'après cette disposition, le droit d'accise est établi sur la production des flegmes (produit brut de la distillation des matières fermentées). Or, plusieurs distillateurs emploient des appareils distillatoires permettant la rectification directe des alcools; l'utilisation de pareils ustensiles procure un avantage aux distillateurs en question dans le cas où les intéressés ne sont imposés que d'après l'alcool rectifié qu'ils produisent. Cet avantage peut être évalué de 1% à 2% de leur production d'alcool, pourcentage représentant la freinte évitée. En Belgique, le fractionnement des produits de la colonne à distiller est strictement interdit, le produit total devant être réuni dans un seul vaisseau-mesureur. Il importe de tenir compte de cette situation par une disposition additionnelle appropriée.

Ensuite le Gouvernement propose de lui permettre de mettre en cas de besoin un frein à l'établissement de nouvelles usines de grande capacité, en limitant les autorisations à accorder aux distilleries dont la production ne dépassera pas une certaine quantité maxima p. ex. 1000 litres d'alcool pur.

Enfin il importe de renforcer les sanctions contre les fraudeurs.

L'al. 2 de l'art. 37 de la loi du 27 juillet 1925 dispose qu'indépendamment de l'amende il y a lieu de prononcer, tant à charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine d'emprisonnement ne pouvant dépasser une année.

Si cet alinéa avait formé un article spécial, il se serait appliqué non seulement au cas de l'art. 37 mais également au cas de l'art. 36. Or, il peut se présenter des contraventions tombant sous l'application de l'art. 36 d'un caractère bien plus grave que celles réprimées par l'art. 37. Tel est p. ex. le cas lorsqu'il s'agit de distilleries clandestines dont nous avons eu plusieurs exemples frappants il y a quelques années.

Pour renforcer les sanctions prévues à l'art. 36, il y a donc lieu d'y ajouter la même peine d'emprisonnement ne pouvant dépasser une année.

Ci-joint un projet de loi portant approbation de la convention conclue et apportant à notre loi du 27 juillet 1925 les modifications proposées dans l'exposé qui précède.

Luxembourg, le 8 novembre 1929.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Jos. BECH.

Le Directeur général des finances,
P. DUPONG.

PROJET DE LOI.

Art. 1^{er}. — Est approuvée la Convention conclue à Bruxelles, le 18 mai 1929, et établissant entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools.

Est pareillement approuvé le protocole de clôture y signé le même jour et faisant partie intégrante de la convention même.

Art. 2. — L'art. 1^{er} de la loi du 27 juillet 1925 est complété comme suit :

En cas d'emploi d'appareils distillatoires permettant la rectification directe des alcools, le produit ainsi obtenu pourra être majoré jusqu'à concurrence de 2% en représentation de la freinte évitée.

Art. 3. — Par dérogation à l'art. 8 de la loi du 27 juillet 1925 les nouvelles distilleries qui seraient établies dans le Grand-Duché après la promulgation de la présente loi sont soumises aux dispositions ci-après :

§ 1^{er}. — On entend par distillateurs agricoles :

A. Ceux qui cultivent, pour leur propre compte, dans un rayon de 5 kilomètres de l'usine, des terres labourables dans la proportion de 10 hectares par chaque hectolitre d'eau-de-vie à 50 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge par période de 24 heures.

Dans les régions de culture herbagère, l'exploitation agricole pourra, aux conditions fixées par le Gouvernement, consister pour le tout ou pour partie en prairies, dont l'étendue devra être double de celle des terres labourables dont elles tiendront lieu.

Les distillateurs agricoles doivent posséder et nourrir, dans les limites de leur exploitation, au moins une tête de gros bétail ou trois porcs ou six moutons par hectare de terre labourable admis en compte.

B. Les sociétés coopératives ayant pour objet l'exploitation d'une distillerie. Les cultivateurs seuls en pourront faire partie.

Le Gouvernement détermine les conditions que doivent remplir ces sociétés ainsi que les sociétaires.

§ 2. — Une réduction d'impôt de 8 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, est accordée aux distillateurs agricoles dont la production dépasse 600 hl. du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année.

La réduction d'impôt est de 10 centimes si la production totale de l'usine ne dépasse pas 600 hl. du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année. Le Gouvernement est autorisé, aux conditions qu'il déterminera, à majorer la réduction d'impôt de 8 centimes et de 10 centimes par litre de flegmes à 50° température 15° accordée selon le cas aux distillateurs agricoles, sans que toutefois elle puisse dépasser resp. 72 et 90 centimes par litre de flegmes à 50° température 15°.

Si le distillateur produit de la levure pour la vente, la réduction est diminuée d'un tiers et l'étendue de culture ainsi que le nombre de têtes de bétail imposés par le § 1^{er} sont augmentés de moitié.

§ 3. — Pour jouir de la réduction d'impôt, les distillateurs agricoles ne peuvent produire que des flegmes (produit de premier jet) ; ils sont tenus de livrer en totalité et exclusivement à des rectificateurs ou à des distillateurs industriels, les flegmes qui ne seraient pas exportés ou ne seraient pas dénaturés pour des usages industriels.

§ 4. — Le Gouvernement déterminera les conditions que les flegmes doivent réunir pour que la réduction soit applicable.

Art. 4. — L'art. 11 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par les dispositions suivantes :

La réduction de 90 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, ne sera appliquée dorénavant qu'aux distilleries dont la production annuelle ne dépasse pas 5.500 hl. à 50°.

Pour la quantité excédant éventuellement la limite de 5.500 hl. à 50°, le taux de la réduction ne dépassera pas 8 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, et en cas de majoration de cette réduction celle que la Belgique accorde aux distilleries agricoles belges.

La réduction pourra être refusée par l'Administration des contributions à raison de la quantité d'alcool produite pendant le temps durant lequel les prescriptions relatives aux distilleries agricoles n'ont pas été observées.

Art. 5. — Par dérogation à l'al. 1^{er} de l'art. 13 de la loi du 27 juillet 1925 sont considérées comme distilleries industrielles les distilleries fabriquant de la levure, celles travaillant de la mélasse, des sirops, glucoses, fruits secs importés ou des matières de provenance exotique, à l'exception du maïs, ainsi que celles qui n'appartiennent ni aux distilleries agricoles ni aux distilleries assimilées à ces dernières.

Art. 6. — L'art. 19 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par les dispositions suivantes :

Le Gouvernement pourra refuser l'autorisation d'établissement de nouvelles distilleries tant agricoles qu'industrielles.

Est à considérer comme distillerie nouvelle dans le sens du présent article toute transformation ou agrandissement d'une distillerie en exploitation en vue d'un accroissement de sa production de plus de 20 hl. à 50°, température 15°.

Art. 7. — L'art. 36 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par la disposition suivante :

Indépendamment de l'amende, il y a lieu de prononcer, tant à charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine d'emprisonnement ne pouvant dépasser une année.

CONVENTION

établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools.

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, et Sa Majesté le Roi des Belges, désireux de prévenir des difficultés en ce qui concerne la circulation des alcools de l'un des territoires de l'Union économique dans l'autre, ont résolu de conclure à cet effet une convention spéciale et ont désigné dans ce but pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg :

M. DUPONG, Son Directeur général des finances, de la prévoyance sociale et du travail, et

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. le Baron Maurice HOUTART, Son Ministre des finances,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} janvier 1929, les recettes nettes des droits d'accise effectuées en Belgique et dans le Grand-Duché de Luxembourg sur les flegmes, les alcools et les eaux-de-vie constitueront des recettes communes et celles-ci seront réparties, après l'expiration de chaque année, dans les proportions de 8/9 du total au profit de la Belgique et de 1/9 au profit du Grand-Duché.

Par recettes nettes, il faut entendre les droits effectivement perçus du chef des quantités de flegmes, d'alcools ou d'eaux-de-vie produites dans chacun des deux pays, c'est-à-dire défalcation faite des décharges réglementaires et des restitutions.

Art. 2. — Avant le 15 février de chaque année, les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement les données nécessaires pour l'établissement des recettes communes opérées sur les alcools pendant l'année écoulée et la fixation de la quote-part revenant à chaque Etat. Le règlement des comptes et le virement des fonds interviendront avant le 1^{er} avril suivant.

Art. 3. — Tant que durera la présente convention, la circulation des flegmes, alcools et eaux-de-vie entre les deux territoires de l'Union ne sera restreinte par aucune limitation de quantité.

Art. 4. — La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans prenant cours le 1^{er} janvier 1929. Elle pourra être résiliée par chacune des Hautes Parties contractantes au plus tard six mois avant l'expiration de la cinquième année.

A défaut de résiliation dans le délai de six mois ci-devant fixé, la présente convention demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite, chaque prorogation subséquente étant également de cinq ans.

Le Gouvernement grand-ducal se réserve le droit de dénoncer la présente convention dans le cas où la part lui revenant en vertu des dispositions qui précèdent, n'atteindrait plus 30.000.000 fr.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que dans cette éventualité, elles négocieraient un nouvel accord.

Art. 5. — La présente convention, après avoir été approuvée par les Chambres belges et par la Chambre luxembourgeoise sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double original à Bruxelles, le 18 mai 1929.

P. DUPONG.

Baron HOUTART.

PROTOCOLE DE CLÔTURE.

Au moment de signer la Convention conclue ce jour et qui établit entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes, qui formeront partie intégrante de la Convention même :

I.

Le Gouvernement grand-ducal prendra toutes les mesures complémentaires de contrôle qui pourraient encore s'imposer pour que la surveillance exercée sur les distilleries en général ait l'efficacité utile.

II.

Il est entendu que le régime spécial prévu par la législation luxembourgeoise en faveur des distilleries agricoles doit s'appliquer aux seules exploitations qui servent effectivement les intérêts de l'agriculture.

En ce qui concerne les nouvelles distilleries agricoles qui seraient établies dans le Grand-Duché, les dispositions qui en Belgique règlent actuellement le régime des distilleries agricoles seront intégralement observées.

Le taux de la réduction de droit qui dans le Grand-Duché est présentement de 1,80 fr. par litre à 100° ne sera appliqué dorénavant qu'aux distilleries dont la production annuelle ne dépasse pas 275.000 litres d'alcool à 100°.

Pour la quantité excédant éventuellement la limite de 275.000 litres le taux de la réduction ne dépassera pas le taux fixé par la législation belge.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont dressé le présent Protocole et l'ont revêtu de leur signature.

Fait à Bruxelles en double original, le 18 mai 1929.

P. DUPONG.

Baron HOUTART.

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 3 février 1930.

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 8 novembre 1929, par laquelle j'ai eu l'honneur de soumettre aux délibérations du Conseil d'Etat le projet de loi ayant pour but d'approuver la Convention conclue à Bruxelles, le 18 mai 1929, au sujet du régime des alcools, je m'empresse de vous adresser sous ce pli l'avis de la Chambre d'agriculture sur le projet de loi en question.

Le Directeur général des finances,

P. DUPONG.

AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE.

Das vorliegende Gesetzesprojekt ist eine natürliche Folgerung des Alkoholabkommens, welches die luxemburgische Regierung mit Belgien getroffen hat. Den Grundbestimmungen des letzteren gemäß, sollen in Zukunft die Akzisengebühren auf Alkohol in eine gemeinsame Kasse fließen. Die jährliche Verteilung wird so vorgenommen, daß Belgien 8/9 der Nettoeinnahmen erhält, während Luxemburg 1/9 zufallen wird.

Das Abkommen mit Belgien erwies sich als dringend notwendig. Unsere Alkoholerzeugung stieg von Jahr zu Jahr und nahm einen solchen Umfang an, daß Gegenmaßnahmen von Seiten Belgiens zu befürchten waren, um die Einfuhr des luxemburgischen Alkohols zu erschweren,

wenn nicht unmöglich zu machen. Für unser Brennereigewerbe wären solche Maßnahmen von katastrophaler Wirkung. Insbesondere müßten die schlimmen Folgen von unseren wirklich landwirtschaftlichen Brennereien am schwersten empfunden werden. Dies wäre aber um so bedauerlicher, weil gerade die in den wirklich landwirtschaftlichen Brennereien erzeugten Alkoholmengen nur einen bescheidenen Teil der Gesamtproduktion ausmachen.

Eine andere Bestimmung sieht vor, daß der luxemburgische Staat berechtigt ist, das Abkommen zu kündigen, wenn der ihm zufallende Anteil der gemeinschaftlichen Akzisengebühren den Betrag von 30.000.000 nicht erreicht. Dadurch soll unserem Staate derjenige Betrag an Alkoholsteuern gesichert werden, welcher der Produktion des Jahres 1928 entspricht. Inzwischen ist aber die Produktion nahezu um die Hälfte gestiegen, was auf den rein industriellen Charakter einer sehr beschränkten Anzahl von Brennereien zurückzuführen ist. Gerade in dieser, bei näherem Zusehen künstlich hervorgerufenen Erscheinung, liegt die große Gefahr, daß ohne Alkoholabkommen, der inländischen Alkoholerzeugung gezwungenermaßen Schranken gesetzt würden. Die Mehreinnahmen an Akzisengebühren, herkommend aus dieser Produktionssteigerung könnten demnach, unter den obwaltenden Verhältnissen, nicht von Dauer sein. Jeder Unvoreingenommene muß zu dem gleichen Entschlusse kommen, wenn er nur die zahlreichen Klagen in Betracht zieht, welche Belgien bezüglich unserer Alkoholerzeugung verlauten ließ. Unter anderem wäre eine Massenerzeugung an Alkohol in den rein landwirtschaftlichen Brennereien unmöglich gewesen, wenn nicht die weitherzige Auslegung des Paragraphen über den landwirtschaftlichen Charakter einer Brennerei, zur Gründung von Alkoholfabriken Anlaß gegeben hätte.

Des weiteren steht es der Regierung frei, das Abkommen auf Grund gewisser Bestimmungen zu kündigen, wenn aus bis jetzt nicht vorauszusehenden Gründen, der Alkoholbedarf eine namhafte Steigerung erfahren würde, was natürlicherweise eine vermehrte Alkoholerzeugung nach sich zöge. Der Regierung ist also genügend Spielraum gegeben, sich vor etwaigen Benachteiligungen zu schützen.

Die Schaffung einer gemeinsamen Kasse für Alkoholsteuern und die Verteilung gemäß dem oben angegebenen Schlüssel entspricht endlich den Forderungen, welche in einem früheren Berichte über die Alkoholfrage von der Landwirtschaftskammer gestellt worden waren. Gestützt auf die damaligen und die vorhergehenden Erwägungen erachtet die Landwirtschaftskammer das erwähnte Abkommen als günstig für die Interessen unseres Brennereigewerbes und wünscht, daß ihm die erforderliche Genehmigung nicht verweigert werde.

Bezüglich der vorgesehenen Aenderungen und Ergänzungen des Alkoholgesetzes vom 27. Juli 1925 erlaubt sich die Landwirtschaftskammer folgende Bemerkungen und Vorschläge zu machen.

Art. 2. — Dieser bildet eine Ergänzung zu Art. 1 des Gesetzes vom 27. Juli 1925, wodurch die Alkoholmenge, welche mittels Apparate zur direkten Erzeugung von hochprozentigem Alkohol gewonnen wird, bis zu 2% erhöht werden kann. Die Landwirtschaftskammer schlägt vor, daß eine Erhöhung stets vorzunehmen ist und zwar im Minimum um 1% und im Maximum um 2%.

Art. 3. — In diesem Abschnitt wird der landwirtschaftliche Charakter einer Brennerei näher dargelegt. Allerdings handelt es sich um den landwirtschaftlichen Charakter solcher Brennereien, die nach Inkrafttreten dieses Gesetzesprojektes neu gegründet werden. Infolgedessen wird ein Unterschied hergestellt zwischen den jetzt bestehenden und den neu zu gründenden Brennereien. Die Landwirtschaftskammer ist aber geschlossen der Ansicht, daß eine Unterscheidung in alte und neue Brennereien nicht stattfinden soll, dies sowohl was den landwirtschaftlichen Charakter als auch die Art und Weise der Besteuerung angeht.

Die Bestimmungen über den landwirtschaftlichen Charakter einer Brennerei geben zu längeren Erörterungen Anlaß. Die Kammer nimmt Kenntnis von einem Schreiben des Syndikates luxemburger landwirtschaftlicher Brennereien, das zu dieser Frage eingehend Stellung nimmt. Die Landwirtschaftskammer schließt sich dessen Auffassung an, in dem sie betont, daß es in Zukunft unbedingt notwendig ist, die Unterscheidung zwischen landwirtschaftlichen und industriellen Brennereien unbarmherzig durchzuführen. Sie findet jedoch, daß die Bestimmungen, wie sie in Art. 3, Paragraph 1 vorgesehen sind, genügend sind, sofern sie gewissenhaft zur Anwendung kommen. Nichtdestoweniger verlangt sie im Verein mit dem Syndikat der luxemburgischen landwirtschaftlichen Brennereien, daß die Betriebsinhaber von landwirtschaftlichen Brennereien, ihre Ackerländereien, Wiesen und Weiden, selbst und vom Hauptbetriebe aus bewirtschaften. Ferner weist sie mit aller Energie daraufhin, daß die Bestimmungen über den landwirtschaftlichen Charakter ausnahmslos und bedingungslos auch für die jetzt bestehenden Brennereien zur Anwendung gebracht werden. Pachtverträge, welche offensichtlich nur dazu abgeschlossen werden, um einer Brennerei den landwirtschaftlichen Charakter zu sichern, müssen als nichtig erklärt werden. Im rein landwirtschaftlichen Sinne betrachtet, bildet die Brennerei ein Nebenbetrieb der Ackerwirtschaft; leider ist es für manche Brennereien so, daß der Ackerbau, mehr aber noch die alleinige Viehhaltung, als notwendige Anhängsel der Brennerei anzusehen sind. Wenn wir unser landwirtschaftliches Brennereigewerbe aber erhalten und stärken wollen, was im Interesse unserer gesamten Landwirtschaft unbedingt geboten ist, einerseits zur Verwertung von inländischen Produkten und Abfällen jeder Art, andererseits zur Erzeugung von Futtermitteln, so muß mit allem Ernst die Unterscheidung zwischen wirklich landwirtschaftlichen und rein industriellen Brennereien getroffen werden.

Zur Ermöglichung der landwirtschaftlichen Genossenschaftsbrennereien hatte die Kammer bereits angeregt, anstatt 1.000 Liter reinen Alkohol pro Mitglied zu gewähren, die täglich herzustellenden Alkoholmengen ebenfalls auf Grund der Anbauflächen zu veranschlagen und in Mengen von wenigstens 3 Litern pro Hektar. Weil aber eine Gleichstellung aller Brennereien verlangt wurde, soll für die Genossenschaftsbrennereien dieselbe Basis zur Berechnung des täglich abzubrennenden Alkohols Geltung haben.

In Art. 3, § 2 müssen die beiden ersten Alinea gestrichen werden, weil eine Gleichberechtigung sämtlicher Brennereien verlangt wurde. Dasselbe gilt für die §§ 3 und 4.

Art. 6. — In diesem Artikel wird bestimmt, daß die Erlaubnis zur Errichtung von neuen Brennereien, sei es solche mit landwirtschaftlichem, sei es solche mit industriellem Charakter, verweigert werden kann. Desgleichen soll eine Vergrößerung der bestehenden Anlage nur bis zu einer jährlichen Mehrproduktion von 1.000 Liter reinen Alkohol zulässig sein. Die Landwirtschaftskammer sieht diese Bestimmungen, im Grunde genommen, als ungerecht an. Sie ist der Meinung, daß Neueinrichtungen und Vergrößerungen von Brennereien gestattet werden müssen. Demgegenüber ist die aber überzeugt, daß eine übermäßige Vermehrung der Brennereien nur zu Ungunsten der Brennereien selbst ist. Deshalb schlägt sie vor, die Bestimmungen über den landwirtschaftlichen Charakter unverzüglich zur Anwendung zu bringen.

Die Vergütung von 1,80 Fr. pro 1 Liter reinen Alkohol darf nur mehr gewährt werden für Alkoholmengen, die in Gemäßheit der Bestimmungen in Art. 3, § 1 in landwirtschaftlichen Brennereien hergestellt werden. Es ist als sicher vorauszusehen, daß dadurch die Erzeugung einer sehr erheblichen Anzahl von Litern reinen Alkohols unterbleiben würde. Mithin wäre eine Basis geschaffen, gemäß welcher das Entstehen neuer landwirtschaftlicher Brennereien, resp. die Vergrößerung bestehender gesichert wäre, ohne daß eine übermäßige Alkoholerzeugung zu befürchten wäre.

Zur Verwirklichung dieses Vorschlages schlägt die Landwirtschaftskammer die Einfügung eines Paragraphen in das Gesetzesprojekt vor, dem zufolge die Regierung ermächtigt wird, die Bestimmungen über den landwirtschaftlichen Charakter auf die bestehenden Brennereien anwenden zu können.

Schließlich hält die Landwirtschaftskammer darauf zu betonen, daß die Frage der landwirtschaftlichen Brennereien ein für allemal zu Gunsten der letzteren geregelt werde. Ohne Zweifel ist das Wohlergehen von rund 1.100 Klein- und Mittelbrennereien, die nachweislich der landwirtschaftlichen Produktion dienen, demjenigen einiger, nach aller Dafürhalten, vollkommen industriell eingestellter Großbrennereien vorzuziehen. Das wahre landwirtschaftliche Brennereigewerbe bildet einen wesentlichen und unentbehrlichen Bestandteil unserer landwirtschaftlichen Produktion. Ersteres zu erhalten und leistungsfähig zu machen, muß mit allen Mitteln, selbst um den Preis einiger Millionen, durchgesetzt werden.

Der Sekretär,
Prof. Nic. HENTGEN.

Der Präsident,
Graf L. de VILLERS.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Le Conseil d'Etat est saisi d'un projet de loi portant approbation d'une Convention établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté de recettes des droits d'accise sur l'alcool.

En principe, les droits d'accise sont perçus par le pays dans lequel la marchandise assujettie à ces droits est consommée. Ce principe est réalisé de deux façons :

1^o La matière assujettie aux droits d'accise reste soumise au contrôle permanent de l'administration du pays dans lequel la marchandise est fabriquée ou importée, et le droit n'est perçu qu'au moment où la marchandise est livrée à la consommation indigène ;

2^o la matière assujettie à un droit d'accise est taxée au moment de sa production ; la marchandise ainsi grevée du droit entre dans le commerce dès la production et en cas d'exportation ou de dénaturation totale, le droit d'accise est restitué parce que la marchandise n'a pas servi à la consommation indigène.

Ce dernier système, d'une application plus facile, fut toujours en vigueur dans notre pays. Il a régi nos relations avec l'Allemagne aussi longtemps que durait le traité d'union douanière. Chaque année l'Allemagne établissait un relevé des quantités d'alcool importé du Luxembourg en Allemagne et l'Allemagne réclamait les droits d'accise pour cette quantité d'eau-de-vie ; le Luxembourg opérait de même, et comme les deux pays étaient à la fois créanciers et débiteurs réciproques de droits d'accise, leurs droits se compensaient jusqu'à concurrence de la créance la moins élevée. Ce régime aurait été appliqué à nos relations afférentes avec la Belgique si la convention d'Union économique du 25 juillet 1921 n'avait, dans son art. 6 alinéa 1, fixé un régime tout spécial pour la libre circulation des personnes, des marchandises et des biens et prévu l'égalité

du régime fiscal pour les marchandises assujetties à un droit d'accise, même si ces droits d'accise n'étaient pas compris dans les recettes communes prévues à l'art. 11 de la convention d'Union économique.

En exécution de cette disposition, le Luxembourg a adopté par arrêté grand-ducal du 26 février 1922 le droit d'accise belge et a maintenu depuis lors la parité du droit d'accise, tout en conservant pour la petite distillerie luxembourgeoise l'organisation spéciale qui la caractérise. L'exposé des motifs, très détaillé, explique pourquoi, pendant les années de 1922 à 1925, l'art. 6 susdit ne fournissait guère matière à récrimination à la Belgique. Lorsque notre exportation d'alcool vers le marché belge atteignit en 1925 environ 750.000 litres d'alcool, la Belgique s'alarma de la concurrence de la distillerie luxembourgeoise et ne cessa de faire valoir les griefs reproduits dans l'exposé des motifs pour amener le Grand-Duché à consentir l'accord prévu par l'art. 7 de l'Union économique, conçu comme suit :

« Des conventions spéciales régleront la circulation, entre les Etats contractants, des marchandises sujettes à un droit d'accise pour lequel une communauté de recettes n'aura pas été stipulée. »

Le Gouvernement luxembourgeois était toujours d'avis que cette disposition visait uniquement les droits d'accise futurs pour lesquels une communauté de recettes n'était pas prévue au traité d'Union économique, tandis que la circulation des marchandises assujetties à un droit d'accise existant à la date du 25 juillet 1921, était réglée par l'art. 6 et ne comportait aucune convention spéciale d'exécution. Cette divergence de vues aurait abouti nécessairement à l'application de l'art. 28 de la convention d'Union économique qui prévoit un arbitrage, en cas de différend sur l'interprétation d'une clause du traité, lorsque l'institution de la commission paritaire en 1927 différa cette solution du litige et prépara une base d'entente ultérieure en suggérant de stabiliser la situation alors existante (1927) par voie d'arrangement basé sur un régime de contingentement ou un autre mode à convenir. La complexité de la formule de la commission paritaire ne facilita pas la tâche des deux Gouvernements qui après de longs pourparlers parvinrent à arrêter les bases de l'accord dont l'approbation fait l'objet principal du présent projet de loi et qu'il convient d'apprécier en toute première ligne.

L'art. 1^{er} du projet de loi approuve la convention signée à Bruxelles le 18 mai 1929. Cette convention, conclue pour cinq années, crée une communauté de recettes pour les droits d'accise perçus sur l'alcool et stipule que ces recettes seront ventilées entre les deux pays dans la proportion de huit neuvièmes pour la Belgique et d'un neuvième pour le Luxembourg. Avant le 15 février, les administrations des deux pays se communiqueront réciproquement les chiffres relatifs à la production et aux recettes nettes de l'exercice écoulé et les Gouvernements intéressés conviendront des droits réciproques dans la recette commune. Moyennant cette répartition de la totalité des droits d'accise, la circulation de l'alcool entre les deux territoires ne sera restreinte par aucune limitation de quantité.

Au point de vue international, la convention marquera heureusement le terme des dissensions profondes que la question de l'alcool avait soulevées entre la Belgique et le Luxembourg. Aussi longtemps que le traité d'Union économique restera le pivot de nos rapports avec la Belgique, il est hautement désirable que toute question irritante qui surgit entre les deux pays trouve sa solution dans un accord transactionnel qui tient un juste compte de l'importance des intérêts engagés de part et d'autre. La nouveauté des principes à appliquer, la complexité des situations à apprécier et l'incertitude de l'avenir ont rebuté longtemps les deux Gouvernements d'un accord que les difficultés pratiques journalières rendaient de jour en jour plus indispensable. Notamment la solution finale de donner à la convention la durée assez courte de cinq années, paraît heureuse parce qu'elle a rendu possible l'accord qui doit aplanir bien des difficultés, parce qu'elle ménage l'avenir d'une façon impartiale en permettant d'apporter à l'accord les modifications que l'expérience recommandera. De cette façon, chacune des Parties contractantes a donné à son partenaire une garantie manifeste de son entière bonne foi qui ne peut être qu'avantageuse aux relations amicales entre les deux pays.

Au point de vue économique, la convention consacre pour autant que possible une stabilisation avantageuse de notre distillerie en lui maintenant libre le marché belge, le seul qui lui soit pratiquement accessible aujourd'hui. Cet avantage est appréciable. Il est la condition sans laquelle l'industrie distillatoire actuelle serait radicalement impossible sur notre petit territoire. Quoique ce soit bien élémentaire et naturel, il n'est peut-être pas inutile d'insister sur le fait que la convention dont s'agit ne peut pas à elle seule assurer à la distillerie luxembourgeoise un débouché toujours fructueux de ses produits, mais que de nombreuses contingences économiques, absolument indépendantes de la convention, exercent une influence prédominante sur le marché de l'alcool. Ce sont, pour ne citer que les deux éléments les plus importants, 1^o la quantité d'alcool produit en Belgique et chez nous ; 2^o la relation entre le prix de l'alcool à la bourse de Bruxelles et le prix du maïs à Anvers. Suivant l'évolution de ces deux éléments ou seulement de l'un d'eux, l'industrie distillatoire peut prospérer ou se trouve arrêtée dans son essor, voire même périr. La baisse récente du prix de l'alcool d'un franc a suffi pour troubler gravement le marché et infliger un arrêt aux transactions, sans que pour cela la convention eût pu exercer la moindre influence sur cet état des choses. Il est nécessaire de se pénétrer de cette constatation, qui se trouve soulignée à juste titre dans l'exposé des motifs et dans l'avis que la Chambre d'agriculture a émis sur le projet de loi ; sans diminuer en rien l'importance économique de l'accord,

cette constatation explique que ce marché est conditionné avant tout par des éléments économiques, indépendants de la volonté des deux Gouvernements contractants.

Au point de vue fiscal, l'accord constitue, de l'avis du Conseil, une transaction acceptable et conciliable avec les justes intérêts de notre Trésor, une solution qui répond à la production d'une industrie distillatoire proportionnée aux besoins du pays.

En présence des principes contradictoires exposés plus haut, qui commandaient les points de vue respectifs des deux parties contractantes, l'accord devait nécessairement aboutir à une transaction sur la ligne médiane des prétentions réciproques. Ne pouvant se résoudre à juste titre à une guerre douanière, ne voulant recourir à un arbitrage long, dispendieux et aléatoire, force était aux parties de renoncer de part et d'autre à une partie de leurs prétentions pour arriver à la stabilisation proposée par la commission paritaire.

Parmi les nombreuses propositions suggérées de part et d'autre pour réaliser la stabilisation, les deux Gouvernements ont finalement retenu le principe de la communauté des recettes et ils ont attribué à la Belgique 8/9, au Luxembourg 1/9 des recettes nettes. Cette proportion revêt tous les caractères d'une solution transactionnelle, comme ne répondant rigoureusement à aucune clef de répartition. Si l'on avait envisagé le mode de ventilation des autres recettes communes de l'Union économique, le Luxembourg n'aurait eu droit qu'au trentième environ des recettes ; si l'on avait considéré l'alcool produit de l'année 1926 correspondant à l'année que visait spécialement la commission paritaire en 1927, le Luxembourg aurait eu droit à 1/15 et la Belgique à 14/15 ; si la comparaison des quantités d'alcool produites sur le territoire de l'Union avait porté sur la moyenne des années 1924 à 1929 inclusivement, le Luxembourg aurait eu droit à 1/17, la Belgique à 16/17.

Si, par contre, on avait comparé les droits d'accise nets produits dans chaque pays, on aurait dû attribuer pour l'année 1926, l'année spécialement envisagée pour la stabilisation, au Luxembourg environ 1/7 et à la Belgique 6/7 du produit net total ; et si la comparaison avait porté sur le produit moyen annuel des années 1924/29, le Luxembourg aurait eu droit à 1/7,7 et la Belgique à 6,7/7,7. Par suite du rapprochement des proportions différentes pour la production de l'alcool et le rendement des droits d'accise la transaction à un moyen terme s'imposait.

Pour l'année 1929, la première des cinq années sur lesquelles porte l'accord en question, il est possible de remplacer les évaluations inscrites dans l'exposé des motifs par des chiffres approximativement exacts. Les droits d'accise sur l'alcool ont atteint en Belgique en 1929 252.749.000 fr. et dans le Luxembourg 55.169.000.

La part revenant à notre pays ressort dès lors à :

$$\frac{252.749.000 + 55.169.000}{9} = 34.213.100$$

celle de la Belgique à :

$$\frac{(252.749.000 + 55.169.000) \times 8}{9} = 273.704.900$$

* * *

D'aucuns insistent et critiquent l'arrangement pour le motif que le Luxembourg aurait droit en vertu de l'art. 6 du traité d'Union économique à la totalité des droits d'accise, quelque élevée que cette somme puisse être, et sans pouvoir être jamais astreint à conclure avec la Belgique une convention spéciale pour la circulation de l'alcool en vertu de l'art. 7. L'exagération même de cette prétention aurait certainement mis la demande du Luxembourg en fort mauvaise posture auprès des arbitres auxquels il aurait fallu recourir pour la faire prévaloir.

D'autres critiquent le transfert éventuel des droits d'accise perçus dans le Luxembourg au compte de la Belgique et représentent cette dépense budgétaire comme une charge. Il y a un moyen pour éviter ce transfert, c'est d'interdire la distillation lorsque la part de notre pays d'environ 30 millions est approximativement atteinte par les droits d'alcool perçus dans notre pays. Mais dans ce cas l'avantage économique de l'accord qui consiste précisément dans la liberté de la production, aurait dû être sacrifié complètement au préjudice de notre industrie distillatoire.

La somme de 30 millions de francs, qui au moment de la conclusion de l'accord était considérée comme un rendement minimum des droits d'accise correspondant à notre industrie distillatoire, est assurée à notre pays, qu'on sacrifie l'avantage économique surtout de notre population agricole ou qu'on le maintienne. Dans le premier cas, aucun transfert de droits d'accise n'apparaît dans le Budget, parce que notre distillation devra être limitée à environ 1.100.000 litres d'alcool pur. Dans le second cas, notre Budget ne touchera également qu'une somme de 30 millions environ, mais cette somme résultera du revenu brut p. ex. de 50 millions duquel il faudra déduire le transfert à la Belgique p. ex. de 20 millions. Pourquoi ne pas procéder dans l'avenir à l'égard de cette recette comme on a procédé sous l'empire du traité économique avec l'Allemagne ou comme on procède aujourd'hui à propos du décompte avec la Belgique pour la répartition des recettes communes ordinaires ? La part nette attribuée à chaque pays est inscrite au Budget ; les calculs préliminaires à ce décompte n'ont droit à aucune place dans le Budget, si ce n'est à titre de renseignement indicatif.

D'autres scrutent d'un regard inquiet l'avenir pour entrevoir l'évolution des recettes budgétaires du chef des droits d'accise sur l'alcool. A ce point de vue encore l'accord semble au Conseil stabiliser avantageusement la situation du Trésor grand-ducal. La concurrence très sensible que la distillerie luxembourgeoise fait à la distillerie belge sur le marché belge, et surtout la marche fortement progressive de notre distillation, qui en 1929 a fabriqué 2.270.000 litres d'alcool contre 1.715.000 en 1928 et 1.370.000 en 1927, peut provoquer des mesures défensives du puissant trust belge qui atteindraient non seulement la distillation luxembourgeoise, mais encore le Trésor. Par suite de cet accord, la situation du Trésor, telle qu'elle se présentait en 1926, nous reste acquise pendant au moins cinq ans sans à-coup possible.

Appréciée sous l'angle des considérations diverses qui précèdent, la part attribuée au Luxembourg dans les recettes totales de l'alcool justifie en tous points le jugement que le Conseil a porté plus haut sur la partie fiscale de l'accord.

Les dispositions des art. 4 et 5 de l'accord ne donnent lieu à aucune observation supplémentaire.

Le protocole de clôture contient dans son art. II une disposition qui instaure un régime nouveau pour les distilleries agricoles nouvelles, en soumettant celles-ci au régime belge intégral, tandis que les distilleries agricoles existantes resteront soumises au régime luxembourgeois actuellement en vigueur. Cette disposition ne donne lieu à aucune critique spéciale. Comme l'avis de la Chambre d'agriculture insiste sur cette disposition à propos de l'art. 3 du projet de loi, le Conseil examinera ci-après, à l'occasion de l'article prédit, la portée de cette disposition et les propositions afférentes de la Chambre d'agriculture.

L'art. 2 du projet a pour but de compléter l'art. 1^{er} de la loi du 27 juillet 1925, qui dispose que les flegmes à 50° Gay-Lussac doivent être pris pour base de l'imposition. Or, il y a aujourd'hui de nombreux appareils qui produisent du premier jet de l'alcool rectifié. Si l'on impose le produit de ces appareils, on change la base d'imposition en soumettant à l'impôt dans un cas des flegmes, dans l'autre de l'alcool rectifié. Pour rétablir la parité d'imposition, il échet d'autoriser l'administration à fixer la quantité de flegmes correspondant à une quantité déterminée d'alcool rectifié produit par les usines qui emploient des appareils producteurs d'alcool du premier jet. L'expérience prouve que la freinte de rectification peut atteindre 2%; aussi l'art. 2 autorisait-il l'administration des contributions à majorer pour les usines très perfectionnées le rendement d'alcool rectifié de 2% en plus, pour obtenir la quantité imposable des flegmes. La Chambre d'agriculture propose de modifier la disposition en ce sens que la quantité de l'alcool rectifié obtenu du premier jet serait dans tous les cas à majorer de 1%, alors que le texte proposé permettait à l'administration de n'admettre éventuellement que 0,5%. En fait, le changement ne paraît pas devoir modifier sensiblement la situation du distillateur et la modification peut être accueillie.

L'art. 3 du projet doit donner une expression législative aux principes énoncés dans le n° II du protocole de clôture, d'après lesquels les distilleries agricoles existantes restent soumises au régime de la loi de 1925, tandis que les distilleries agricoles nouvelles seraient soumises aux dispositions afférentes de la législation belge.

D'après l'art. 8 de la loi de 1925 est à considérer comme agricole et a droit à la bonification de 1,80 fr. par litre d'alcool, la distillerie dans laquelle sont travaillées exclusivement des pommes de terre ou des céréales et dont les résidus servent à l'alimentation du bétail appartenant au même propriétaire que la distillerie; de plus il faut que le fumier produit par ce bétail soit employé à la fumure des terres du distillateur.

La définition belge de la distillerie agricole exige que le distillateur exploite pour chaque hectolitre de production journalière de flegmes une superficie de 10 hectares de terres labourables resp. de 20 hectares de prés et qu'il nourrisse au moins une tête de gros bétail par hectare.

On peut se demander si en principe l'adoption d'une double définition de la distillerie agricole resp. la division de nos distilleries agricoles en deux groupes différents était recommandable ou s'il n'eût pas été préférable, dans l'intérêt de l'unité de la législation et du régime fiscal afférent, de maintenir des principes uniformes pour toutes nos distilleries agricoles. Mais du moment que le protocole de clôture, qui forme partie intégrante de la convention, consacre ce double régime, le législateur luxembourgeois n'a plus la latitude d'y apporter des changements comme il le pourrait s'il ne s'agissait pas d'une convention internationale, et il doit par voie de conséquence prendre les mesures législatives nécessaires pour instaurer le régime consacré par la convention. De plus, dès que la convention sera ratifiée, elle aura force de loi indigène tant dans ses dispositions qui créent des obligations à charge des administrés luxembourgeois que dans celles qui consacrent des droits à leur avantage, et il n'est pas loisible au législateur d'approuver la convention en tant qu'elle crée des charges et de se réserver la liberté de ne pas l'appliquer intégralement dans ses dispositions qui consacrent des privilèges pour d'autres.

Il paraît indispensable de rappeler ces principes, qui expliquent pourquoi le Conseil d'Etat s'abstient de suivre la Chambre d'agriculture dans la discussion de changements à apporter éventuellement au régime convenu. Si le projet de convention est soumis à la Chambre dans sa rédaction actuelle, aucun changement ne peut y être apporté; le pouvoir législatif peut l'approuver ou le rejeter dans son ensemble, mais il ne saurait le modifier. Comme il résulte de l'exposé des motifs, les intéressés ont eu l'occasion d'apprécier les propositions du Gouvernement luxem-

bourgeois et d'exprimer leurs vœux avant l'ouverture des pourparlers ; on doit donc supposer que les dispositions de l'accord et du protocole de clôture ont été mûrement méditées et qu'elles ont été arrêtées en connaissance de cause et de portée. Pour ces motifs, le Conseil admet le texte de l'art. 3 du projet qui consacre dans son § 1 les dispositions de la législation belge sur la définition d'une distillerie agricole, dans son § 2 la bonification du droit fiscal tel qu'elle est fixée en Belgique pour les distilleries agricoles et dans ses §§ 3 et 4 des dispositions de détail de la législation belge. Il en est de même de l'art. 4. qui règle l'exécution des alinéas 3 et 4 du n° II du protocole de clôture. Toutes ces dispositions sont conformes au protocole de clôture.

L'art. 5 a pour but d'armer l'administration contre les tendances des distillateurs d'employer à la fabrication de l'alcool au droit réduit des matières qui ne présentent aucun avantage pour l'élevage du bétail. Dans l'intérêt de la consommation du seigle de provenance indigène, il serait peut-être utile d'encourager la distillation de cette céréale dont le prix est aujourd'hui très déprécié, par une mesure analogue à celle qui doit encourager la mouture du froment luxembourgeois.

Dans l'art. 6 le Gouvernement demande la consécration légale de la faculté de refuser l'autorisation d'ouvrir une distillerie nouvelle. D'après les renseignements fournis par l'administration des contributions, la production d'alcool qui pendant les années 1900 à 1913 atteignait en moyenne un million de litres d'alcool et pendant les années d'après-guerre, le chiffre indiqué à la page 3 de l'exposé des motifs, est monté en 1929 au chiffre énorme de 2.270.000 de litres. Et encore en 1929 deux distilleries importantes ne travaillaient pas et une des plus importantes a spontanément réduit sa production de moitié. Déjà en 1928 et 1929 le Gouvernement a cherché à réprimer l'engouement pour la distillerie en limitant l'autorisation pour les distilleries nouvelles à 1.000 litres d'alcool. Malgré cette limitation, 60 nouvelles distilleries ont été autorisées en 1928 et 53 en 1929 et de nouvelles demandes affluent à l'administration des contributions.

De l'avis du Conseil, un arrêt de l'extension inconsidérée de la distillerie indigène s'impose impérieusement dans l'intérêt même des distillateurs. Une production illimitée d'alcool de consommation ne saurait en aucun cas être absorbée par le marché belge. En cas de progression constante de la production luxembourgeoise, nos distillateurs se verront tôt ou tard aux prises avec une baisse inévitable du prix et se trouveront exposés à des pertes énormes qu'il est du devoir des pouvoirs publics de prévenir autant que possible. Le moyen entrevu par la Chambre d'agriculture, d'encourager la distillerie luxembourgeoise par des mesures de protection exceptionnelles et, s'il le faut, au prix de subsides de « quelques millions », ne saurait être sérieusement envisagé. La distillerie luxembourgeoise ne peut vivre que dans la mesure dans laquelle elle parvient à écouler ses produits, et si le marché se ferme pour un motif quelconque, aucune aide financière ou autre ne peut la faire prospérer.

Le Conseil d'Etat approuve donc les intentions du Gouvernement de limiter sérieusement le nombre des distilleries ; pour éviter toutefois que telle autorisation soit accordée, telle autre refusée, le Conseil estime qu'il échet de prendre une mesure réglementaire générale qui exclut l'arbitraire, tout en laissant au Gouvernement la faculté d'apprécier les demandes d'autorisation suivant les nécessités de la situation économique. A cet effet le Conseil propose de rédiger comme suit l'alinéa 1^{er} de l'art. 6 :

« Le Gouvernement pourra, par arrêté ministériel à publier au *Mémorial*, interdire l'autorisation de l'établissement de nouvelles distilleries tant agricoles qu'industrielles. »

L'art. 7 ne donne pas lieu à observation. Pour mettre toutefois ce texte, ainsi que l'alinéa final de l'art. 37 de la même loi, en concordance avec les principes généraux de notre droit pénal, il convient de substituer aux termes « ne peuvent dépasser une année », ceux de « de 8 jours à un an. »

(Suit le texte du projet de loi avec les modifications proposées par le Conseil d'Etat.)

PROJET DE LOI. *

Art. 1^{er}. — Est approuvée la Convention conclue à Bruxelles, le 18 mai 1929, et établissant entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools.

Est pareillement approuvé le protocole de clôture y signé le même jour et faisant partie intégrante de la convention. [même].

Art. 2. — L'art. 1^{er} de la loi du 27 juillet 1925 est complété comme suit :

En cas d'emploi d'appareils distillatoires permettant la rectification directe des alcools, le produit ainsi obtenu sera majoré de 1% au moins et de 2% au plus en représentation de la freinte évitée.

Art. 3. — Par dérogation à l'art. 8 de la loi du 27 juillet 1925 les nouvelles distilleries qui seraient établies dans le Grand-

* Les modifications proposées par le Conseil d'Etat sont imprimées en italiques ; les suppressions de texte sont mises entre crochets.

Duché après la promulgation de la présente loi sont soumises aux dispositions ci-après :

§ 1^{er}. — On entend par distillateurs agricoles :

A. Ceux qui cultivent, pour leur propre compte, dans un rayon de 5 kilomètres de l'usine, des terres labourables dans la proportion de 10 hectares par chaque hectolitre d'eau-de-vie à 50 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge par période de 24 heures.

Dans les régions de culture herbagère, l'exploitation agricole pourra, aux conditions fixées par le Gouvernement, consister pour le tout ou pour partie en prairies, dont l'étendue devra être double de celle des terres labourables dont elles tiendront lieu.

Les distillateurs agricoles doivent posséder et nourrir, dans les limites de leur exploitation, au moins une tête de gros bétail ou trois porcs ou six moutons par hectare de terre labourable admis en compte.

B. Les sociétés coopératives ayant pour objet l'exploitation d'une distillerie. Les cultivateurs seuls en pourront faire partie.

Le Gouvernement détermine les conditions que doivent remplir ces sociétés ainsi que les sociétaires.

§ 2. — Une réduction d'impôt de 8 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, est accordée aux distillateurs agricoles dont la production dépasse 600 hl. du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année.

La réduction d'impôt est de 10 centimes si la production totale de l'usine ne dépasse pas 600 hl. du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année. Le Gouvernement est autorisé, aux conditions qu'il déterminera, à majorer la réduction d'impôt de 8 centimes et de 10 centimes par litre de flegmes à 50° température 15° accordée selon le cas aux distillateurs agricoles, sans que toutefois elle puisse dépasser resp. 72 et 90 centimes par litre de flegmes à 50° température 15°.

Si le distillateur produit de la levure pour la vente, la réduction est diminuée d'un tiers et l'étendue de culture ainsi que le nombre de têtes de bétail imposés par le § 1^{er} sont augmentés de moitié.

§ 3. — Pour jouir de la réduction d'impôt, les distillateurs agricoles ne peuvent produire que des flegmes (produit de premier jet) ; ils sont tenus de livrer en totalité et exclusivement à des rectificateurs ou à des distillateurs industriels, les flegmes qui ne seraient pas exportés ou ne seraient pas dénaturés pour des usages industriels.

§ 4. — Le Gouvernement déterminera les conditions que les flegmes doivent réunir pour que la réduction soit applicable.

Art. 4. — L'art. 11 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par les dispositions suivantes :

La réduction de 90 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, ne sera appliquée dorénavant qu'aux distilleries dont la production annuelle ne dépasse pas 5.500 hl. à 50°.

Pour la quantité excédant éventuellement la limite de 5.500 hl. à 50°, le taux de la réduction ne dépassera pas 8 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, et en cas de majoration de cette réduction celle que la Belgique accorde aux distilleries agricoles belges.

La réduction pourra être refusée par l'Administration des contributions à raison de la quantité d'alcool produite pendant le temps durant lequel les prescriptions relatives aux distilleries agricoles n'ont pas été observées.

Art. 5. — Par dérogation à l'al. 1^{er} de l'art. 13 de la loi du 27 juillet 1925 sont considérées comme distilleries industrielles les distilleries fabriquant de la levure, celles travaillant de la mélasse, des sirops, glucoses, fruits secs importés ou des matières de provenance exotique, à l'exception du maïs, ainsi que celles qui n'appartiennent ni aux distilleries agricoles ni aux distilleries assimilées à ces dernières.

Art. 6. — L'art. 19 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par les dispositions suivantes :

Le Gouvernement pourra par arrêté ministériel à publier au Mémorial, interdire l'autorisation d'établissement de nouvelles distilleries tant agricoles qu'industrielles.

Est à considérer comme distillerie nouvelle dans le sens du présent article toute transformation ou agrandissement d'une distillerie en exploitation en vue d'un accroissement de sa production de plus de 20 hl. à 50°, température 15°.

Art. 7. — L'art. 36 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par la disposition suivante :

Indépendamment de l'amende, il y a lieu de prononcer, tant à charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine d'emprisonnement de 8 jours à un an.

Art. 8. — L'alinéa final de l'art. 37 de la loi du 27 juillet 1925 est modifié comme suit :

Indépendamment de l'amende, il y a lieu de prononcer, tant à charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine d'emprisonnement de 8 jours à un an.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 28 février 1930.

Le Secrétaire,
A. FUNCK.

Le Vice-Président,
E. ARENDT.

ARRÊTÉ GRAND-DUCAL DE DÉPOT.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Sur le rapport de Notre Gouvernement réuni en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et Notre Directeur général des finances, présenteront, en Notre nom, à la Chambre des députés, le projet de loi portant approbation de la convention conclue à Bruxelles le 18 mai 1929 et établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté de recettes pour les droits d'accise perçus sur les alcools et apportant certaines modifications à la loi du 27 juillet 1925 sur le régime fiscal des eaux-de-vie.

Château de Pianore, le 17 juin 1930.

CHARLOTTE.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Jos. BECH.

Le Directeur général des finances,
P. DUPONG.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Session ordinaire de 1930-1931.

PROJET DE LOI

PORTANT

approbation de la Convention conclue à Bruxelles le 18 mai 1929 et établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté de recettes spéciale pour les droits d'accise perçus sur les alcools.

RAPPORT DE LA SECTION CENTRALE.

La section centrale se compose de M. Emile Reuter, président ; MM. Diderich, Gallé, Gengler, Lamborelle et Wirtgen, membres ; M. Jean-Pierre Wiltzius, rapporteur.

Le projet de loi qui est soumis aux délibérations de la Chambre a pour but de ratifier par son art. 1^{er} la Convention conclue à Bruxelles le 18 mai 1929 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement du Grand-Duché, ainsi que le Protocole de clôture y signé le même jour. Par les autres articles de la loi notre législation sera mise en concordance avec la Convention précitée.

Il est évident que la Chambre n'est pas en mesure d'apporter des modifications à la Convention même. C'est une Convention internationale conclue entre deux Gouvernements et qui n'est qu'à prendre ou qu'à laisser.

Le traité d'union économique avec la Belgique excluait des recettes communes de l'Union les droits d'accise perçus sur l'alcool. Chaque pays pouvait prélever pour son propre compte les droits d'accise sur l'alcool fabriqué sur son territoire. Sous le régime du Zollverein le pays qui exporta de l'alcool devait rembourser au pays importateur les droits d'accise prélevés sur l'alcool exporté. Au fond, les droits d'accise sur l'eau-de-vie ne sont qu'un impôt de consommation qui est payé par le consommateur et par conséquent par le pays qui consomme l'eau-de-vie. Comme notre pays était de tout temps un pays exportateur en alcool, nous étions obligés de payer chaque année une certaine somme de droit d'accise à l'Allemagne. La nouvelle disposition dans le Traité économique avec la Belgique était donc très favorable pour les finances de notre pays. On pouvait d'ailleurs prévoir que chez nous la production d'alcool allait en augmentant. L'Etat et les communes ayant subventionné depuis des années la plantation d'arbres fruitiers, ce n'est que maintenant que ces arbres sont en plein rapport. On peut admettre qu'en dehors du souci pour notre agriculture, c'étaient aussi les intérêts de notre arboriculture qui ont guidé notre Gouvernement dans sa manière de voir et qui l'ont poussé à réaliser un accord avec la Belgique.

La section centrale reconnaît les difficultés qui naîtraient de la non-ratification de cette Convention pour notre distillerie nationale. Notre pays produisait de tout temps beaucoup plus d'alcool qu'il n'en avait besoin. Il lui faut par conséquent un débouché pour ses produits distillatoires. Si la Belgique avait fait malgré tout des difficultés à l'exportation de notre eau-de-vie, cela aurait été la ruine de nos distilleries agricoles. Même une interruption seulement temporaire du libre commerce — ce qui serait arrivé si on n'avait pas réussi à réaliser un accord avec la Belgique et si par conséquent on avait dû attendre le résultat d'un arbitrage — aurait signifié une grande perte pour notre pays.

L'on sait que la Belgique proteste depuis longtemps contre l'importation toujours croissante d'alcool.

On nous reproche — à tort, il est vrai — une surveillance trop peu sévère. On critique les tolérances exagérées vis-à-vis de nos petites distilleries qui sont imposées à forfait.

On nous reproche surtout d'avoir artificiellement augmenté notre production indigène par des faveurs — prétendument contraires au Traité d'Union économique — accordées aux distilleries agricoles. Un accord de principe entre les deux pays sur ces questions paraissant impossible, la Belgique se disposait à user de représailles.

La commission paritaire qui fut instituée en 1927 pour faire des propositions afin de remédier aux difficultés existantes entre la Belgique et le Grand-Duché, proposa de stabiliser la situation existante en 1927 par un régime de contingentement. D'après cette proposition, notre pays aurait eu un contingentement de production de 9.375 hectolitres, ce qui correspond plus ou moins à l'exportation de 1927.

Pour nos distilleries luxembourgeoises qui travaillent sous des conditions et dans des circonstances très diverses, la répartition de ce contingent aurait été très difficile, pour ne pas dire impossible. Cela est d'autant plus vrai que beaucoup de nos distilleries ne connaissent jamais d'avance la quantité de fruits qu'elles ont chaque année à leur disposition. Aussi les négociateurs ne parvinrent-ils pas à réaliser un accord sur cette base, et les deux Gouvernements se rallièrent alors à une formule nouvelle. Cette formule garantit au fisc luxembourgeois une recette de au moins 30 millions, tout en laissant travailler les distilleries existantes comme par le passé.

Tous les avantages que la loi du 27 juillet 1925 accorde à nos distilleries agricoles, restent acquis. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que d'après les propositions de la section centrale, le Gouvernement aura le droit de décréter par arrêté ministériel que les distillateurs doivent employer pour la fabrication d'alcool une certaine quantité de blé indigène. Seules les distilleries qui seraient établies après la promulgation de la présente loi seront soumises aux dispositions de l'art. 3 de la présente loi.

Il va de soi qu'on ne peut par une loi décréter l'emploi dans nos distilleries de notre blé indigène parce qu'il peut se présenter des cas qui nous défendent d'employer notre blé panifiable à la fabrication d'eau-de-vie. C'est au Gouvernement de décider chaque année s'il échet ou non de travailler dans nos distilleries une partie de notre blé indigène ainsi que de fixer la quantité qui doit être travaillée par nos distillateurs.

L'art. 2 a pour but de mettre notre législation en concordance avec la législation belge.

Plusieurs distillateurs emploient des appareils distillatoires permettant la rectification directe des alcools. Le droit d'accise étant établi sur la production des flegmes, l'utilisation de pareils ustensiles procure un avantage aux distillateurs en question, si tant est qu'ils ne sont imposés que d'après l'alcool rectifié qu'ils produisent. Cet avantage peut être évalué à 1—2% de leur production d'alcool.

En Belgique l'emploi de ces appareils est interdit ainsi que le fractionnement des produits de la colonne à distiller est strictement interdit, le produit total devant être réuni dans un seul vaisseau-mesureur.

Il importe de tenir compte de cette situation par une mesure appropriée.

A cette fin, le produit obtenu sera majoré dans les distilleries en question de 1—2%, pourcentage qui est censé représenter la freinte évitée.

Pour faire disparaître des abus qui s'étaient produits depuis la promulgation de la loi du 27 juillet 1925, la section centrale est d'avis que les nouvelles distilleries à créer doivent remplir en dehors des conditions fixées par le § 1^{er} de l'art. 3 les conditions prévues par l'art. 8 de la loi du 27 juillet 1925 et que par contre le Gouvernement peut étendre par arrêté ministériel les prescriptions du § 1^{er} de l'art. 3 de la présente loi aux distilleries agricoles existantes d'une production supérieure à 600 hectolitres à 50° température 15°.

L'alinéa 2 de l'art. 4 est à modifier dans ce sens que la réduction de 90 centimes par litre de flegmes à 50° ne pourra être appliquée qu'aux distilleries dont la production annuelle ne dépasse pas 5.500 hectolitres, de sorte que le Gouvernement a la faculté de limiter comme il lui semble bon la quantité qui a droit à une réduction de 90 centimes.

Comme il est dans l'intérêt aussi bien des distilleries existantes que des nouvelles distilleries à créer que le nombre des distilleries et par conséquent la production d'alcool ne va pas à l'infini, le Gouvernement doit avoir le droit de refuser l'établissement de nouvelles distilleries.

Quant à la transformation ou à l'agrandissement d'une distillerie, la section centrale est d'avis que le texte proposé est trop rigide. Elle propose à la Chambre, d'accord avec le Gouvernement, de considérer comme distilleries nouvelles dans le sens de l'art. 6 toute transformation ou agrandissement d'une distillerie en exploitation en vue de porter sa capacité de production actuelle au plus du double au moins.

Le Conseil d'Etat ainsi que la Chambre d'agriculture recommandent l'adoption du présent projet de loi. La section centrale est également d'avis d'adopter le projet avec les amendements proposés.

Luxembourg, le 19 mars 1931.

Le Rapporteur,
J.-P. WILTZIUS.

Le Président,
Emile REUTER.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE.

Art. 1^{er}. — Est approuvée la Convention conclue à Bruxelles, le 18 mai 1929, et établissant entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools.

Est pareillement approuvé le protocole de clôture y signé le même jour et faisant partie intégrante de la Convention.

Art. 2. — L'art. 1^{er} de la loi du 27 juillet 1925 est complété comme suit :

En cas d'emploi d'appareils distillatoires permettant la rectification directe des alcools, le pro-

duit ainsi obtenu sera majoré de 1% au moins et de 2% au plus en représentation de la freinte évitée.

Art. 3. — Les nouvelles distilleries qui seraient établies dans le Grand-Duché après la promulgation de la présente loi, sont soumises **aux prescriptions des art. 8 et 12 de la loi du 27 juillet 1925**, ainsi qu'aux dispositions ci-après :

§ 1^{er}. — On entend par distillateurs agricoles :

A. Ceux qui cultivent, pour leur propre compte, dans un rayon de 5 kilomètres de l'usine, des terres labourables dans la proportion de 10 hectares par chaque hectolitre d'eau-de-vie à 50 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge par période de 24 heures.

Dans les régions de culture herbagère, l'exploitation agricole pourra, aux conditions fixées par le Gouvernement, consister pour le tout ou pour parties en prairies, dont l'étendue devra être double de celle des terres labourables dont elles tiendront lieu.

Les distillateurs agricoles doivent posséder et nourrir, dans les limites de leur exploitation, au moins une tête de gros bétail ou trois porcs par hectare de terre labourable admis en excepte.

Le Gouvernement pourra, par arrêté ministériel, à publier au Mémorial, étendre aux distilleries agricoles existantes, dont la production dépasse 300 hectolitres de flegmes à 50° température de 15°, du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année, en tout ou en partie, les règles tracées aux alinéas qui précèdent.

B. Les sociétés coopératives ayant pour objet l'exploitation d'une distillerie. Les cultivateurs seuls en pourront faire partie.

Le Gouvernement détermine les conditions que doivent remplir ces sociétés ainsi que les sociétaires.

§ 2. — Une réduction d'impôt de 8 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, est accordée aux distillateurs agricoles dont la production dépasse 600 hectolitres du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année.

La réduction d'impôt est de 10 centimes si la production totale de l'usine ne dépasse pas 600 hectolitres du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année. Le Gouvernement est autorisé, aux conditions qu'il déterminera, à majorer la réduction d'impôt de 8 centimes et de 10 centimes par litre de flegmes à 50° température 15° accordée selon le cas aux distillateurs agricoles, sans que toutefois elle puisse dépasser resp. 72 et 90 centimes par litre de flegmes à 50° température 15°.

Si le distillateur produit de la levure pour la vente, la réduction est diminuée d'un tiers et l'étendue de culture ainsi que le nombre de têtes de bétail imposés par le § 1^{er} sont augmentés de moitié.

Art. 4. — L'art. 11 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par les dispositions suivantes :

La réduction de 90 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, **ne pourra être** appliquée qu'aux distilleries dont la production annuelle ne dépasse pas 5.500 hectolitres à 50°.

Pour la quantité excédant éventuellement la limite de 5.500 hectolitres à 50°, le taux de la réduction ne dépassera pas 8 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, et en cas de majoration de cette réduction, celle que la Belgique accorde aux distilleries agricoles belges.

La réduction pourra être refusée par l'administration des contributions à raison de la quantité d'alcool produite pendant le temps durant lequel les prescriptions relatives aux distilleries agricoles n'ont pas été observées.

Art. 5. — Par dérogation à l'alinéa 1^{er} de l'art. 13 de la loi du 27 juillet 1925 sont considérées comme distilleries industrielles les distilleries fabriquant de la levure, celles travaillant de la mélasse, des sirops, glucoses, fruits secs importés ou des matières de provenance exotique, à l'exception du maïs, ainsi que celles qui n'appartiennent ni aux distilleries agricoles ni aux distilleries assimilées à ces dernières.

Art. 6. — **Le Gouvernement peut, par arrêté ministériel, à insérer au « Mémorial » interdire ou réduire dans les distilleries agricoles l'emploi de produits, tel que le maïs, étrangers à la culture indigène.**

Art. 7. — L'art. 19 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par les dispositions suivantes :

Le Gouvernement pourra **refuser** l'établissement de nouvelles distilleries tant agricoles qu'industrielles.

Est à considérer comme distillerie nouvelle dans le sens du présent article toute transformation ou agrandissement d'une distillerie en exploitation **en vue de porter sa capacité de production au plus du double au moins.**

Art. 8. — L'art. 36 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par la disposition suivante :

Indépendamment de l'amende, il y a lieu de prononcer, tant à charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine d'emprisonnement de huit jours à un an.

Art. 9. — L'alinéa final de l'art. 37 de la loi du 27 juillet 1925 est modifié comme suit :

Indépendamment de l'amende, il y a lieu de prononcer, tant à charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine d'emprisonnement de huit jours à un an.

GOUVERNEMENT

Finances

N^o 1460.

ANNEXE



Luxembourg, le 24 mars 1931.

PROJET DE LOI

Monsieur le Président,

Urgent

La section centrale pour la ratification de l'accord sur les alcools vient de publier son rapport.

Comme le Gouvernement voudrait obtenir la ratification de l'accord avant les vacances de Pâques, si possible jusqu'à vendredi soir, il attacherait beaucoup de prix à avoir l'avis du Conseil d'Etat sur les amendements proposés par la section centrale. De cette façon on pourrait éviter une seconde lecture du projet. Je crois savoir que la Direction des Contributions a été consultée par le rapporteur de la section centrale au sujet des différents amendements, qui ne changent d'ailleurs rien à la convention elle-même. Dans ces conditions, il semble possible d'avoir l'avis du Conseil d'Etat dans le bref espace de temps encore disponible.

Le Directeur général des Finances,

Monsieur le Président

du Conseil d'Etat,

E/V.

*M. Stieren
Hamel
Bresson
Rauffman
Sas*

Luxembourg, le 24 mars 1937.

Finances

Le Ministre

ANNEXE

Monsieur le Président,

Objet :

La section centrale pour la ratification de l'accord

sur les alcools vient de publier son rapport.

Comme le Gouvernement voudrait obtenir la ratification

de l'accord avant les vacances de Pâques, et possible jusqu'à

renouveler cet accord, il m'attacherais beaucoup de prix à avoir l'avis

du Conseil d'Etat sur les amendements proposés par la section

centrale. De cette façon on pourrait éviter une seconde lecture

du projet. Je crois savoir que la Direction des Contributions

a été consultée par le rapporteur de la section centrale

en sujet des différents amendements, qui ne changent d'ailleurs

rien à la convention elle-même. Dans ces conditions, il semble

possible d'avoir l'avis du Conseil d'Etat dans le bref délai

de temps encore disponible.

Le Directeur Général des Finances,



Monsieur le Président

du Conseil d'Etat,

2/7.

PROJET DE LOI

PORTANT

approbation de la Convention conclue à Bruxelles le 18 mai 1929 et établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté de recettes spéciale pour les droits d'accise perçus sur les alcools.

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 24 mars 1931.

Monsieur le Président,

La section centrale pour la ratification de l'accord sur les alcools vient de publier son rapport. Comme le Gouvernement voudrait obtenir la ratification de l'accord avant les vacances de Pâques, si possible jusqu'à vendredi soir, il attacherait beaucoup de prix à avoir l'avis du Conseil d'Etat sur les amendements proposés par la section centrale. De cette façon, on pourrait éviter une seconde lecture du projet. Je crois savoir que la Direction des contributions a été consultée par le rapporteur de la section centrale au sujet des différents amendements, qui ne changent d'ailleurs rien à la convention elle-même. Dans ces conditions, il semble possible d'avoir l'avis du Conseil d'Etat dans le bref espace de temps encore disponible.

Le Directeur général des finances,
P. DUPONG.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Le 19 mars 1931, la section centrale de la Chambre a émis son avis sur le projet de loi portant approbation de la Convention établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté de recettes spéciale pour les droits d'accise sur les alcools. L'art. 1^{er} consacre cette approbation sans changement du texte proposé, tandis que la section centrale propose aux articles subséquents du projet, qui ont pour but de réaliser l'adaptation de la législation luxembourgeoise à la législation belge, divers amendements qu'il échet d'apprécier pour permettre à la Chambre de voter le projet sans seconde lecture.

Art. 3. Alinéa 1^{er}. — Un amendement à l'art. 3, alinéa 1^{er} a pour but de soumettre les distilleries agricoles qui seront établies dans l'avenir non seulement aux nouvelles dispositions, mais encore aux règles édictées par les art. 8 et 12 de la loi du 27 juillet 1925 pour les distilleries agricoles actuelles. Cette proposition est très judicieuse et rencontre l'approbation du Conseil.

Art. 3, *littera A*. — La section centrale propose un amendement au texte en question aux termes duquel le Gouvernement serait autorisé à soumettre les grandes distilleries agricoles existantes à tout ou partie des prescriptions prévues pour les distilleries agricoles futures. Le Conseil d'Etat n'ignore pas que le caractère agricole de ces distilleries est quelquefois mis en doute et il ne voit aucun inconvénient à ce que le Gouvernement précise dans un arrêté ministériel les conditions que ces distilleries doivent remplir pour pouvoir revendiquer la bonification agricole. Il est à remarquer que le texte vise les distilleries d'une production de plus de 300 hl. alors que le commentaire parle des distilleries de plus de 600 hl. ; c'est ce dernier chiffre qui paraît devoir être admis.

L'amendement pourrait être rédigé comme suit :

« Le Gouvernement pourra, par arrêté ministériel à publier au *Mémorial*, étendre tout ou » partie des règles tracées aux alinéas qui précèdent aux distilleries agricoles existantes dont la » production dépassera pendant l'année du calendrier [300] 600 hl. de flegmes à 50° et à une » température de 15° ».

Art. 4. — La section centrale propose de remplacer dans le texte le terme de « sera » par « ne pourra être ». De l'avis du Conseil cette modification peut-être accueillie, car elle n'apporte aucun changement à la disposition afférente du projet. Quant aux conséquences que la section centrale

attache dans son commentaire à la modification proposée, le Conseil d'Etat se réfère à son avis du 28 février 1930, et spécialement aux deux derniers alinéas du commentaire de l'art. 3.

Art. 6. — La section centrale prévoit dans l'art. 6 nouveau la faculté pour le Gouvernement de limiter dans les distilleries agricoles la mise en macération du maïs et d'autres produits étrangers analogues. Le Conseil d'Etat approuve le principe de la disposition projetée qui répond d'ailleurs à la suggestion faite dans son avis du 28 février 1930 à propos de l'art. 5. Il propose de rédiger le texte en question de la façon suivante :

« Art. 6. — Le Gouvernement peut, par arrêté ministériel à insérer au *Mémorial*, réduire ou » subordonner aux conditions qu'il jugera convenir, l'emploi du maïs ou d'autres céréales de » provenance étrangère dans les distilleries agricoles. »

Art. 7. — Déjà dans son avis du 28 février 1930 le Conseil avait proposé, à propos de l'art. 6 primitif (art. 7 futur), d'édicter une mesure générale au sujet du refus de l'autorisation des distilleries nouvelles pour enlever à ces refus le caractère d'une décision arbitraire. La section centrale revient à la formule primitive qui permettrait au Gouvernement d'admettre telle demande individuelle ou de repousser telle autre. Le Conseil d'Etat insiste vivement pour que la section centrale adopte la formule proposée dans son avis prédit qui donne au Gouvernement une latitude très grande pour adapter la réglementation à toutes les exigences de la situation, qui d'autre part informe les intéressés des conditions générales de possibilité d'obtenir l'autorisation et enlève ainsi dès l'ingrès de la procédure au refus éventuel le caractère intolérable d'une mesure de rigueur partielle et injustifiée.

La section centrale propose de ne pas considérer comme distillerie nouvelle toute augmentation de production qui ne porterait pas la production « à plus du double au moins. »

Le Conseil d'Etat se demande si la section centrale s'est rappelé à propos de son amendement que nous comptons aujourd'hui dans le pays plusieurs distilleries d'une production annuelle de 50.000, 80.000, 100.000, 200.000 litres ; qu'en exécution du texte proposé ces industries pourraient étendre leur outillage jusqu'à concurrence du double de leur production actuelle, sans qu'un frein puisse être mis à une pareille extension.

Si la limite inscrite à l'alinéa final de l'ancien art. 6 devait paraître insuffisante, le Conseil ne verrait pas d'inconvénient à porter le chiffre de 20 hectolitres p. ex. à 50 hectolitres. Mais on ne saurait d'une façon générale considérer une augmentation de production égale à la production initiale de 1000 hectolitres p. ex. comme une extension anodine, tandis qu'on refuserait peut-être l'établissement d'une distillerie d'une production de 50 hectolitres. Telle serait pourtant la conséquence excessive de l'amendement de la section centrale.

Comme le Conseil d'Etat propose de régler l'établissement des distilleries nouvelles par règlement ministériel, il serait peut-être indiqué de préciser dans ce même règlement les conditions dans lesquelles une extension serait à considérer comme établissement nouveau resp. comme simple amélioration. L'alinéa final de l'art. 6 pourrait être conçu comme suit :

« Le même règlement déterminera les conditions dans lesquelles les transformation et agrandissement sont à considérer comme distillerie nouvelle. »

Ainsi délibéré en séance plénière, le 26 mars 1931.

Le Secrétaire,

A. FUNCK.

Le Président,
Jos. STEICHEN.

Le Vice-Président

Min. Agric.
Judy

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

DIVISION
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

S. H. H. H.

Luxembourg, le 7 Avril 1931.

PROJET DE LOI

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que dans sa
séance du 2 Avril 1931, la Chambre des Députés a adopté
par 31 voix contre 20

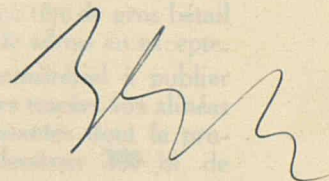
le projet de loi ci-inclus, approuvant la Convention établis-
sant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique
une communauté de recettes spéciale pour les droits
d'accise perçus sur les alcools

et qu'elle a déclaré en même temps qu'il y a lieu à dispense
du second vote prévu par l'art. 59 de la Constitution.

Veuillez, Monsieur le Président, inviter le Conseil à se
prononcer à son tour sur la question de la dispense du second vote.

Le Ministre d'État,

Président du Gouvernement,



Monsieur le Président
du Conseil d'État

à

Luxembourg.

7 AVRIL 1931.

GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

DIVISION

DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

11/11

Monsieur le Président

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute estime et de mon profond respect.

par 31 voix contre 20

et 21-inclus, approuvant la convention établie-

entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique

une commission de recherches spéciales pour les droits

d'écouler perçus sur les alcools

Le Grand-Duché de Luxembourg, le 7 avril 1931.

Le Grand-Duché de Luxembourg, le 7 avril 1931.

Monsieur le Président, l'honneur de vous adresser ce document.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute estime et de mon profond respect.

Le Grand-Duché de Luxembourg, le 7 avril 1931.

Le Grand-Duché de Luxembourg, le 7 avril 1931.

[Signature]

Monsieur le Président

du Grand-Duché de Luxembourg

Le Grand-Duché de Luxembourg, le 7 avril 1931.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Session ordinaire de 1930-1931.

PROJET DE LOI

PORTANT

approbation de la Convention conclue à Bruxelles le 18 mai 1929 et établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté de recettes spéciale pour les droits d'accise perçus sur les alcools.

Texte adopté — avec dispense du second vote constitutionnel — par la Chambre des Députés en sa séance du 2 avril 1931. ¹⁾

Art. 1^{er}. — Est approuvée la Convention conclue à Bruxelles, le 18 mai 1929, et établissant entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools.

Est pareillement approuvé le protocole de clôture y signé le même jour et faisant partie intégrante de la Convention.

Art. 2. — L'art. 1^{er} de la loi du 27 juillet 1925 est complété comme suit :

En cas d'emploi d'appareils distillatoires permettant la rectification directe des alcools, le produit ainsi obtenu sera majoré de 1% au moins et de 2% au plus en représentation de la freinte évitée.

Art. 3. — Les nouvelles distilleries qui seraient établies dans le Grand-Duché après la promulgation de la présente loi, sont soumises aux prescriptions des art. 8 et 12 de la loi du 27 juillet 1925, ainsi qu'aux dispositions ci-après :

§ 1^{er}. — On entend par distillateurs agricoles :

A. Ceux qui cultivent, pour leur propre compte, dans un rayon de 5 kilomètres de l'usine, des terres labourables dans la proportion de 10 hectares par chaque hectolitre d'eau-de-vie à 50 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge par période de 24 heures.

Dans les régions de culture herbagère, l'exploitation agricole pourra, aux conditions fixées par le Gouvernement, consister pour le tout ou pour parties en prairies, dont l'étendue devra être double de celle des terres labourables dont elles tiendront lieu.

Les distillateurs agricoles doivent posséder et nourrir, dans les limites de leur exploitation, au moins une tête de gros bétail ou trois porcs par hectare de terre labourable admis en excepte.

Le Gouvernement pourra, par arrêté ministériel à publier au *Mémorial*, étendre tout ou partie des règles tracées aux alinéas qui précèdent aux distilleries agricoles existantes dont la production dépassera pendant l'année du calendrier 300 hl. de flegmes à 50° et à une température de 15°.

B. Les sociétés coopératives ayant pour objet l'exploitation d'une distillerie. Les cultivateurs seuls en pourront faire partie.

Le Gouvernement détermine les conditions que doivent remplir ces sociétés ainsi que les sociétaires.

§ 2. — Une réduction d'impôt de 8 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, est accordée aux distillateurs

¹⁾ Toutes les modifications proposées par le Conseil d'Etat ont été adoptées par la Chambre des Députés, sauf qu'à l'article 3, le chiffre de 300 a été maintenu.

agricoles dont la production dépasse 600 hectolitres du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année.

La réduction d'impôt est de 10 centimes si la production totale de l'usine ne dépasse pas 600 hectolitres du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année. Le Gouvernement est autorisé, aux conditions qu'il déterminera, à majorer la réduction d'impôt de 8 centimes et de 10 centimes par litre de flegmes à 50° température 15° accordée selon le cas aux distillateurs agricoles, sans que toutefois elle puisse dépasser resp. 72 et 90 centimes par litre de flegmes à 50° température 15°.

Si le distillateur produit de la levure pour la vente, la réduction est diminuée d'un tiers et l'étendue de culture ainsi que le nombre de têtes de bétail imposés par le § 1^{er} sont augmentés de moitié.

Art. 4. — L'art. 11 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par les dispositions suivantes :

La réduction de 90 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, ne pourra être appliquée qu'aux distilleries dont la production annuelle ne dépasse pas 5.500 hectolitres à 50°.

Pour la quantité excédant éventuellement la limite de 5.500 hectolitres à 50°, le taux de la réduction ne dépassera pas 8 centimes par litre de flegmes à 50°, température 15°, et en cas de majoration de cette réduction, celle que la Belgique accorde aux distilleries agricoles belges.

La réduction pourra être refusée par l'administration des contributions à raison de la qualité d'alcool produite pendant le temps durant lequel les prescriptions relatives aux distilleries agricoles n'ont pas été observées.

Art. 5. — Par dérogation à l'alinéa 1^{er} de l'art. 13 de la loi du 27 juillet 1925 sont considérées comme distilleries industrielles les distilleries fabriquant de la levure, celles travaillant de la mélasse, des sirops, glucoses, fruits secs importés ou des matières de provenance exotique, à l'exception du maïs, ainsi que celles qui n'appartiennent ni aux distilleries agricoles ni aux distilleries assimilées à ces dernières.

Art. 6. — Le Gouvernement peut, par arrêté ministériel à insérer au *Mémorial*, réduire ou subordonner aux conditions qu'il jugera convenir, l'emploi du maïs ou d'autres céréales de provenance étrangère dans les distilleries agricoles.

Art. 7. — L'art. 19 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par les dispositions suivantes :

Le Gouvernement pourra par arrêté ministériel à publier au *Mémorial*, interdire l'autorisation d'établissement de nouvelles distilleries tant agricoles qu'industrielles.

Le même règlement déterminera les conditions dans lesquelles les transformation et agrandissement sont à considérer comme distillerie nouvelle.

Art. 8. — L'art. 36 de la loi du 27 juillet 1925 est complété par la disposition suivante :

Indépendamment de l'amende, il y a lieu de prononcer, tant à charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine d'emprisonnement de huit jours à un an.

Art. 9. — L'alinéa final de l'art. 37 de la loi du 27 juillet 1925 est modifié comme suit :

Indépendamment de l'amende, il y a lieu de prononcer, tant à charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine d'emprisonnement de huit jours à un an.

Texte adopté — avec dispense
du second vote constitution-
nel — par la Chambre des
Députés en sa séance du

2 AVR 1931

ÉTAT

Le Président de l'État

Appelé par l'article 10 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le projet de loi que vous m'avez soumis.

Le projet de loi que vous m'avez soumis a été examiné par le Conseil d'État. Le Conseil d'État a émis des observations sur le projet de loi. Ces observations ont été prises en compte par le Gouvernement. Le projet de loi est donc modifié en conséquence. Le projet de loi modifié est ci-joint.

Le projet de loi modifié a été examiné par le Conseil d'État. Le Conseil d'État a émis des observations sur le projet de loi modifié. Ces observations ont été prises en compte par le Gouvernement. Le projet de loi modifié est donc modifié en conséquence. Le projet de loi modifié est ci-joint.

Le projet de loi modifié a été examiné par le Conseil d'État. Le Conseil d'État a émis des observations sur le projet de loi modifié. Ces observations ont été prises en compte par le Gouvernement. Le projet de loi modifié est donc modifié en conséquence. Le projet de loi modifié est ci-joint.

Ainsi décidé en séance publique le 14 avril 1951.

Le Secrétaire

Le Président



10



CONSEIL D'ÉTAT.

Le Conseil d'État,

Appelé par dépêche du Ministre d'État, Président du
Gouvernement, du 7 avril 1931, à délibérer sur
la question de dispense du second vote constitutionnel du
projet de loi concernant l'approbation de la Convention conclue
à Bruxelles le 18 mai 1929 et établissant entre le Grand-Duché
de Luxembourg et la Belgique une communauté de recettes spé-
ciale pour les droits d'accise perçus sur les alcools,
projet qui a été adopté par la Chambre des Députés dans
sa séance du 2 avril 1931

et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis y émis par le Conseil
en séance du 26 mars 1931;

Se déclare d'accord avec la Chambre des Députés pour
dispenser le projet de loi dont s'agit du second vote
prévu par l'art. 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 14 avril 1931.

Le Secrétaire,

Le Président,

Mte

CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'État

Après par-devant le Ministre d'État, Président du
Gouvernement, le 15 mai 1914, à l'Assemblée
la question de l'urgence de l'adoption du
projet de loi concernant la réorganisation des
tribunaux de commerce et la création de
tribunaux de commerce dans les départements
de l'Inde et de la Cochinchine, le Conseil
a décidé de l'urgence de l'adoption du
projet de loi et a adopté par 12 voix contre
aucune le projet de loi.

En conséquence, le projet de loi est
renvoyé au Conseil d'État pour avis.

Le 15 mai 1914, le Conseil d'État
a adopté par 12 voix contre aucune le
projet de loi.

Ainsi décidé en séance publique le
15 mai 1914.

Le Président

Le Secrétaire



